

Comme un poisson dans l'eau

Le poisson rouge ne voit pas au delà de la paroi de verre. Mais il se sait observé, et nous aussi lorsqu'on vient se coller le nez aux boules noires des caméras apparues un peu partout dans l'agglomération. On essaye de capter l'iris robotique : qui regarde ce que la caméra voit ? Avec quelles intentions ? Peut-être que le poisson se sent en sécurité dans son bocal de transparence. Les petits poissons qui ne tournent pas rond dans le même sens que lui, quelqu'un s'en charge (p.4). Et lui, en partageant les informations relatives à ses déplacements (p.3), il est content, même un peu fier, de montrer comment bien tourner rond. On fait attention à lui, vraiment ? On inspecte la population, mais cela veut-il dire qu'on est à son écoute ? (p.7) Ce regard suspicieux nous scrute jusque dans nos corps, au delà du visible (p.13). On voudrait noyer le poisson, lui faire avaler l'amalgame entre surveillance et prévention. Surveiller n'est pas protéger.

Alors on rêve d'ombre et d'opacité, de jardin secret. Peut-être que le poisson rouge oublie qu'il a lu 1984 de George Orwell, que les « terroristes » des années 40 sont devenus des résistants, et ceux qui n'avaient rien à cacher des collabos. Peut-être qu'il oublie son jardin secret. Ça oublie, un poisson rouge, il paraît.

« Profitez bien de cet aquarium, vous, moi et tout le monde, et puissiez-vous à jamais frire en enfer. »

Isaac Asimov, *Les Cendres du Passé*, 1956.

Chambéry et alentours

Printemps -Été 2016

Numéro 3


Potential
Le journal qui ne rend pas i-Dict

Chambéry : 17 → 31
La-Motte-Servolex : 39
La Ravoire : 15 → 47
Les Marches : 12
Le-Bourget-du-Lac : 12
Saint-Baldoph : 2
Cognin : 0 → 10-15

Enquête • Poésie • Bande-dessinée • Reportage • Dessin

2€

LA CARTE DE PAPY LOUIS



© EXPRIM: (856)-21 262610

Ciao les p'tits clous,
C'est votre Loulou - Bê-besse, l'ex-tôlier à barbe grise de l'Hôtel de ville chambérien. Bonne ambiance en ce moment à la maison de retraite des Mugnets fleuris. L'hiver a fait son travail d'écrémage habituel et ça fait, comme qui dirait, un p'tit nettoyage de printemps avant l'heure. Ça dégage un peu l'horizon, on s'emmêle moins les déambulateurs... En plus, avec les beaux jours et les oiseaux qui gazouillent, mes petites ouailles à hanches en plastique ont presque retrouvé le sourire, enfin pour celles qui n'ont pas égaré leurs dentiers évidemment...
L'autre jour, on s'emmerdait gentiment comme d'hab', pionçant tranquillement devant la retransmission de l'Assemblée nationale à la télé, histoire de voir les tranches de cake de mon époque qui sont encore vissées à leur siège, quand je tombe sur La Bernadette. Ma Bernie, plein cadre, dans la petite lucarne. J'me redresse dans mon fauteuil, et je l'écoute, nous faire une diatribe sur les mectons qui ont planqué leur blé au Panama, les fameux 'Panama Papiers'. Alors, j'éveille mon Paulo, l'ancien maire de St Jean d'Arvey qui ronflait à côté de moi. Et là, La Bernadette qui s'enflamme, et qui balance carrément qu'il faudrait leur retirer la légion d'honneur, ordre du mérite et patati et patata... Oh non d'une pipe ! On s'est regardé, tout bête, avec Paulo, on n'en croyait pas nos oreilles, alors on a vérifié nos sonotones, mais non, tout fonctionnait... Bon sang, mais elle avait bu du Redbull au p'tit dej' notre Bernie ! Elle se prenait pour Guevara ! N'empêche, ça nous a mis une bonne claque.

Luangsy Waterfall Luang-Prabang

Ça nous a rajeunis, et on a retrouvé notre âme socialiste des débuts. Pour un peu j'me s'rais cru de gauche tiens... Si bien qu'après, avec Le Paulo, on a décidé de lancer une antenne du mouvement insurrectionnel Nuit Debout à la maison de retraite. Bon, pour l'instant, on est trois : Paulo, moi et Mme Renée qui honnêtement comprend plus rien et n'fait que dormir dans son fauteuil roulant, mais bon... Alors, après la soupe, à 19h, on squatte le salon genre nuits blanches pour cheveux blancs, avec des banderoles : 'El Khomri t'es finie, c'est la révolte des papy's !' ou 'Hollande t'es fichu, on va te rouler dessus (on fauteuils) !'
Bon, d'ailleurs faut que j'vous laisse. Y'a Paulo qui m'attend au salon avec une bouteille de Côte du Rhône qu'il a chourée à la cantoché pour tenir le coup devant chasse et pêche à 3h du mat...
Allez bisous les camarades et peace !
Loulou



POLENTA !

| | |
|---------|-----------------------------|
| Name | 80 GALERIE DE LA CHARTREUSE |
| Address | 73000 BARBERAZ |



À NOS LECTEUREUSES



EN AVOIR POUR SON ARGENT

Dans le numéro précédent, nous avons rencontré quelques soucis d'impression. Toutes nos excuses à nos lectrices et lecteurs qui auraient subi ce désagrément. Et si c'est votre cas, faites-vous connaître en nous écrivant un petit courriel ou une bonne vieille lettre manuscrite.

EN PLEINE EXPANSION

Polenta! est à la recherche d'un local pour installer la rédac', stocker ses archives et accueillir ses lectrices et lecteurs. Mais ce n'est pas en vendant le journal 2€ qu'on va pouvoir se payer ça, alors on fait appel à vous. Si vous êtes riche et heureux-se propriétaire d'un bâtiment vide, si vous voulez louer un petit espace avec l'héritage de grand-maman, si vous avez une bonne idée pour qu'on puisse avoir pignon sur rue, faites-nous signe. Le cahier des charges est assez souple alors on ne dit pas non à un minuscule ou immense local, dans un des bourgs de l'agglomération.

Ce journal est édité et diffusé par l'association Polenta!
80 Galerie de la Chartreuse
73 000 Barberaz
www.polenta.top
contact@polenta.top

Ont participé à l'élaboration de ce numéro : Andréa Echorn, Audita, Caroline, Céline, Chloé Minssieux, Elodie Chabert, Ether, Frédéric Delville, Isabelle, Laurent, Léo, Lulu, Mikaël Chambru, Mickaël André Crampon Tovar, Nelly Darbois, Rachél Carle-Gravier, Tania Maria Elisa, Tudy Guyonvarc'h et leurs ami-e-s.

Directeur de publication : Mikaël Chambru.
N° CPPAP : 0118G9247
N° ISSN : en cours.
Imprimerie : Néa'graphic, 275 rue Pierre et Marie Curie, 73490 La Ravoire.

Tirage : 2 000 exemplaires.
Ce numéro a été bouclé le 8 mai 2016.
Dépôt légal : mai 2016.

Polenta! a été réalisé avec des logiciels et des polices libres ou pirates.



A VOS STYLOS, À VOS CLAVIERS

Les lectrices et lecteurs de Polenta! n'ont pas été très bavards ces dernières semaines. Alors dans ce numéro, pas de courrier des lectriceuses. C'est dommage, parce qu'au détour de quelques causeries sur le marché ou au café, on sait bien que vous avez pleins de choses intéressantes à raconter. Polenta! c'est le journal du territoire chambérien... et qui mieux que vous pour savoir ce qui se passe en bas de chez vous ? Courrier à publier, ou petite information croustillante à creuser, on prend tout. Écrivez-nous !

PROCHAIN NUMÉRO

Polenta!, c'est un journal trimestriel. Alors le prochain numéro sera en kiosque fin septembre.

ACHETEZ DES TARTES À LA NOIX !

Le journal Le Postillon, le petit frère grenoblois de Polenta!, a enfin réussi à obtenir un procès. Six ans et demi qu'il l'attendait : « Un premier procès est une étape très importante dans le développement d'un petit journal local indépendant. Chacun sait que cela permet de faire un maximum de publicité, d'augmenter les ventes et de prouver son utilité » (Le Postillon, n°35). Et pas n'importe quel procès : c'est le président socialiste de la Métropole de Grenoble qui les attaque pour « injure » et « diffamation ». Christophe Ferrari, également maire de Pont-de-Claix, et Yveline Denat, sa directrice de cabinet, n'ont pas vraiment apprécié l'article « Le système Ferrari à plein régime » (Le Postillon, n°33) qui documente la souffrance au travail à la mairie pontoise. En guise de réparation, ils réclament la modique somme de 21 000 €. On a compté, cela ne fait que 1871 tartes à la noix à vendre dans la cuvette. S'ils ont besoin d'un coup de main pour les écouler, on ne peut que leur conseiller de solliciter Chambéry métropole et son président Xavier Dullin. Engagés depuis quelques mois dans une « guerre économique » avec Grenoble pour être le centre de la méga-technopole du Sillon Alpin, nul doute qu'ils y verraient une opportunité à saisir pour porter un coup à leur rival isérois : « les ennemis des mes ennemis sont mes amis » (adage populaire). Si besoin, on peut faire la mise en contact.

LYON-TURIN : LA SNCF LE JUGE INUTILE

Nouveau tournant dans le projet de LGV Lyon-Turin : la SNCF rejoint le camp des opposants. Elle estime en effet que ce projet à 26 milliards d'euros « sert d'avantage les bétépistes que les entreprises ferroviaires ». La raison ? Cette nouvelle ligne à grande vitesse n'est commercialement pas rentable : « Il n'y a pas de bassin de population suffisant entre Lyon et Turin/Milan ou entre Paris et Turin/Milan pour faire exploser le trafic. Ce n'est pas comme Paris-Londres, relié par le tunnel sous la Manche. Nous exploitons trois TGV quotidiens sur l'Italie, nous en mettrons peut être cinq ou six au total mais pas davantage car le coût de fonctionnement de l'ouvrage et l'aménagement des abords vont faire exploser le prix des péages, exactement comme cela se passe sur la LGV SEA Tours-Bordeaux » (Mobilicités, 20/03/16). Pour rappel, les milliards d'euros que l'État investit dans la LGV Lyon-Turin, c'est autant d'argent en moins pour moderniser le réseau ferroviaire existant.

LYON-TURIN : LA BIODIVERSITÉ BALAYÉE

Sans grande publicité l'État veut prendre un arrêté pour déroger aux lois de protection de l'environnement afin de pouvoir réaliser les travaux de creusement de base de la section transfrontalière du projet de Ligne à grande vitesse (LGV) Lyon-Turin. Une consultation publique a été lancée en ce sens sur internet le 17 mars dernier par la Dréal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) d'Auvergne-Rhône-Alpes. Avec un objectif clairement affiché au milieu des 1199 pages du dossier technique : « autoriser la capture ou l'enlèvement, la destruction et la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées, la destruction, l'altération et la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées et la destruction et la transplantation d'espèces végétales protégées ». Détruire la biodiversité pour construire une nouvelle infrastructure jugée inutile, voici ce que souhaitent faire les promoteurs du Lyon-Turin. Nous voilà prévenu-e-s !

UN PARKING DE PLUS ?

On va vraiment finir par croire que la construction de nouveaux parkings tourne à l'obsession pour les élus chambériens. Outre les 1000 nouvelles places déjà programmées à Cassine et Ravet, la municipalité réfléchit actuellement à implanter de nouvelles infrastructures de stationnement en ville. Ainsi, le 9 mars dernier, à l'occasion d'une réunion de concertation sur le projet d'écoquartier de Vétrotex, un technicien du service urbanisme a annoncé la « possibilité d'un parc de stationnement sur le secteur Rubanox ». Rubanox, c'est une future friche industrielle de plus de quatre hectares située dans le quartier du Stade, à l'angle de l'avenue Alsace-Lorraine et de l'avenue des Chevaliers Tireurs. Elle avait été rachetée ou simplement achetée en septembre 2009 par la Ville de Chambéry, via la SAIEM, pour 2,5 millions d'euros, avec l'objectif de maintenir la vocation industrielle du site et pérenniser les emplois. En 2013 la SAIEM avait été placée en liquidation judiciaire.

UNE ÉCOLE EN MOINS

À l'automne dernier, on découvrait au hasard d'une délibération concernant les Établissements recevant du public (ERP) que Michel Dantin voulait mettre en vente plusieurs écoles chambériennes (voir Polenta! n°1). Face au mécontentement des parents d'élèves, la municipalité avait fait marche arrière lors du conseil municipal du 10 février dernier : « pour l'heure, aucune fermeture d'établissement n'est prévue pour la rentrée 2016/2017 [...] et compte-tenu des enjeux, il n'est donc pas question de précipitation ». Avant d'annoncer un mois plus tard, sans concertation avec les équipes enseignantes et sans respecter les procédures réglementaires, la fermeture, dès la rentrée 2016, de l'école Pablo Neruda, située en Réseau d'éducation prioritaire. Les mensonges n'engagent que ceux qui y croient...

BATAILLE NAVALE À COGNIN

À Cognin, le plan d'eau du parc du Forézan est particulièrement apprécié en été. L'an passé, près de 8 000 personnes sont venues s'y baigner. Créé en 1982, il est pourtant aujourd'hui menacé : une étude sur son devenir a été lancée début mars par Florence Vallin-Balas, maire de la commune. Quelques jours après cette décision, elle s'en est expliquée devant ses administrés, à l'occasion d'une réunion publique : « Pourquoi cette étude ? L'été dernier, une fermeture est tombée comme ça, le 26 juillet : on n'a plus eu le droit de pomper de l'eau dans la nappe phréatique. Il y a eu une enquête qui a été lancée sur le problème de l'eau sur tout le bassin versant du lac du Bourget : on nous a dit "attention, ça risque de recommencer". Donc soit on ne fait rien, on ferme les yeux, on ouvre le point d'eau, on ne se pose pas de question, soit on est responsable et on anticipe l'avenir. [...] Il y a plusieurs solutions, je n'ai pas de solution miracle. Ce que je sais, c'est que le maintien du plan d'eau dans sa situation actuelle est très compliqué ». En cause, des niveaux de pluviométrie de plus en plus bas, des épisodes de sécheresse estivale à répétition, et la nécessité d'améliorer le partage de l'eau entre les différents usages que sont la consommation, l'agriculture, l'industrie et, le moins important de tous selon les pouvoirs publics, le récréatif. « Je regrette, cette analyse-là est fausse. Le récréatif, il est aussi important que les pommes de Saint-Sulpice ou les poires de Saint-Cassin. Il y a des gamins qui ne vivent l'été que grâce au parc du Forézan : ça vaut toutes les pommes, ça ! Ça ne peut pas être jeté au profit du reste ! », explique Jean Fressoz, ancien maire de la commune de 1971 à 2001. Son successeur, Claude Vallier (2001 – 2008) s'adresse aussi à Florence Vallin-Balas : « Avant qu'on ait les résultats de l'enquête, il y a urgence à savoir ce qui se passe cet été. Il faut être responsable, pas démagogique. [...] Quand je vois écrit sur le rapport que la fermeture est planifiée j'attends qu'on me dise, ce soir, ici, devant le public : "elle n'est pas planifiée" ». Et la maire actuelle de rétorquer aussitôt : « Non, la décision n'est pas encore prise ». Touché-coulé, enfin presque.

LIBERTÉ COLLECTOR

Depuis quelques semaines, de jolies affiches se sont installées dans les sucettes publicitaires des abris de bus : « votre ticket de bus va devenir collector ». Un slogan sympa, des visuels rétro... une campagne de com' signée Chambéry métropole. Son objectif ? Annoncer aux Chambérien-ne-s que les transports en commun vont passer à la « billettique » en septembre prochain. Mot barbare s'il en est, la billettique désigne « l'ensemble des dispositifs utilisant l'informatique et l'électronique dans les titres représentatifs d'une prestation de service (ici de transport) » (source : Cerema). Comme pour le ski nordique à la Féclaz (voir Polenta! n°2), Chambéry métropole va obliger les usagers des transports en commun à se doter d'une carte à puce RFID pour prendre le bus : la carte OURA !, déjà utilisée depuis 2005 pour les trains régionaux. Lorsque la décision a été prise en décembre 2011, le coût pour la communauté d'agglomération a été estimé à 1,3 millions d'euros sur un total de 7,9 millions. Quant au coût de fonctionnement annuel, il a été estimé à 300 000 euros pour Chambéry métropole, sur un total de 5,7 millions. Pour faire accepter socialement cette technologie, l'un des arguments mis en avant par les pouvoirs publics est la collecte systématique de données sur les trajets effectués, qui permettrait une meilleure gestion du service. Pratique. Mais voilà, pour cela, il faut conserver les données personnelles des usagers dont les cartes sont nominatives. Ainsi, il sera possible de connaître en un clic tous les déplacements de Martine ; et plus encore, car il est déjà question d'étendre ce système à d'autres services (piscine, location de vélos, etc.). Bien sûr, les promoteurs de la billettique diront que la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a validé le système, que les données ne seront pas utilisées à d'autres fins, etc, etc. Certes. Mais quels que soient les dispositifs de protection de la vie privée, les données personnelles seront collectées et stockées sur un très réel fichier informatique, accessible à tout moment. Et nos libertés individuelles, elles vont devenir collector, elles aussi ?

LA POLICE A UN NOUVEL AMI

Outre l'expansion de la vidéosurveillance (voir p.10-11), Patrick Mignola a décidé ce printemps d'armer la police municipale de La Ravoire. Mais cette fois, ni référendum ni vote ni délibération du conseil municipal. Pratique pour éviter tout débat sur le sujet, quand bien même cette décision est de la seule autorité du Maire. En 2013, il avait déjà entrepris une telle démarche, sauf qu'à l'époque, le Préfet de Savoie l'avait refusée. C'est ce dernier, *in fine*, qui, selon la législation en vigueur, décide. Or, selon le sociologue Laurent Mucchielli, l'armement des policiers municipaux est inutile : « On se paye de mots, on joue sur les symboles, on est dans les représentations et dans le sentiment d'insécurité, pas dans l'étude objective et froide de la réalité. On fait dire à des faits divers ce qu'ils ne disent pas. [...] En réalité, certains syndicats de policiers municipaux sont entrés dans une véritable course à l'armement depuis plusieurs années. Ils cherchent à imiter en tout point les policiers et gendarmes nationaux et réclament toujours plus, appuyés par certains élus qui font de la sécurité leur fonds de commerce électoral et personnel » (La Gazette des communes, 26/04/16).

GRANDE BRADERIE DE PRINTEMPS

Avec l'arrivée du printemps, Michel Dantin a décidé de brader tous azimuts les services publics locaux. Le stationnement tout d'abord : l'ensemble des parkings en ouvrage et sur la voirie (dont une partie sont en régie directe depuis 2011) va désormais être géré par le privé qui va récupérer les recettes (plus d'un million d'euros par an) en lieu et place de la municipalité. Les pompes funèbres et le crématorium ensuite : la régie municipale (en place depuis 101 ans) est transformée en une Société d'économie mixte (SEM) afin de permettre l'ouverture de son capital aux trois entreprises privées que sont la Caisse d'épargne, le Crédit agricole et la Mutac. Le service public du logement social enfin : Chambéry Alpes habitat (en place depuis 93 ans) subit une fusion-acquisition par la société d'économie mixte de la SAIEM. Qui dit mieux ?

WAUQUIEZ RECALÉ À L'ENTRÉE DE LOUIS ARMAND

Lors des élections régionales de décembre dernier, Laurent Wauquiez (Les Républicains) promettait de financer des « mesures de sécurisation » pour ne pas « laisser nos lycées, [...] nos enfants sans défense ». En pratique, il proposait « soit des portiques parce qu'on ne va pas laisser rentrer les armes [...], soit des mesures de vidéoprotection » pour en faire des « sanctuaires de la République ». Aussitôt élu à la tête de la Région Rhône-Alpes Auvergne, il a tenu parole. Débloquant un budget de vingt millions d'euros, il lance le projet d'équiper quinze lycées pilotes de portiques et/ou de vidéosurveillance « d'ici deux mois ».

Au lycée Louis Armand, pour y parvenir, la tactique consiste à s'appuyer sur une demande du Conseil d'administration de « sécuriser les environs du lycée ». Mais le proviseur manifeste dans la presse locale le regret de ne pas avoir été consulté et précise ne pas avoir eu à déplorer dans l'établissement d'incidents qui rendraient cette sécurisation nécessaire. Les élèves sont encore plus catégoriques. Lors d'une consultation organisée par leurs délégués, 95% d'entre eux manifestent leur opposition aux mesures sécuritaires. Ils vont par la suite organiser un blocage. À cette occasion, l'administration montre que, même face à un adversaire commun, elle maintient l'ordre : elle a fait retirer les portails d'entrée afin d'éviter qu'ils ne puissent être barricadés. Les enseignants et les parents d'élèves se sont eux aussi mobilisés, notamment en lançant une pétition sur internet, qui recueille 1800 signatures. Finalement consulté, le Conseil d'administration vote contre la mise en place d'un dispositif de sécurité dans le lycée, mais renouvelle sa demande d'une sécurisation des espaces extérieurs.

La dangerosité des abords du lycée ne fait pourtant pas l'unanimité. Béryle, une lycéenne impliquée dans la mobilisation tempère : « Il n'y a pas de quoi faire un drame. Il y a bien quelques voitures qui brûlent dans l'année mais ce n'est jamais en journée quand des lycéens sont là ». Après une première reculade en proposant, plutôt que des portiques, l'installation de portails-tripodes à badge, la Région abdique, il n'y aura pas de travaux de sécurisation. Une chance car la proposition de Laurent Wauquiez est inapplicable. En effet qui surveillera les caméras de vidéosurveillance ? Qui contrôlera les portiques d'entrée ? À moins d'engager des vigiles, la Région n'a de contrôle que sur les personnels chargés de l'entretien et de la restauration. Enfin, l'exécutif régional semble incapable de résoudre ce problème de calcul de niveau 5^{ème} : « Si l'on considère qu'il faut 30 secondes à un élève pour franchir un portail, qu'il y a entre trois et quatre portiques et que ce sont 1700 élèves qui arrivent en vague à 8h15 le matin, combien de temps faudra-t-il pour que tous les élèves arrivent en cours ? » À vos calembrets !

AVIS AUX CYCLISTES

Avenue des Ducs de Savoie à Chambéry : le panneau de signalisation vous indique que vous êtes tenu.e.s de circuler sur la piste cyclable. Ah bon ? Laquelle ? Celle que Chambéry métropole a supprimée en février ?



SUR LA VOIE DE LA RADICALISATION

LA RADICALISATION : UN PROCESSUS, UNE MALADIE, LE MAL DE NOTRE TEMPS. AUTREFOIS CHOIX POLITIQUE LÉGITIMANT UNE RÉPONSE EXTRÊME, ELLE EST AUJOURD'HUI UNE SPIRALE QUI NOUS PREND, QUI NOUS EMPORTE. MAIS QU'ON POURRAIT EMPÊCHER. PRÉVENIR LA RADICALISATION, COMME ON PRÉVIENT LA PESTE ? DÉRATISER OU DÉRADICALISER ? SUPPRIMER OU SOIGNER ? ANALYSE POLITIQUE D'UNE MALADIE PAS COMME LES AUTRES.

Au Centre hospitalier spécialisé de Bassens, le 22 mars, des chips et du jus d'abricot, *Polenta!* s'incruste à la soirée organisée par la Maison des Adolescents : une conférence d'Abdessalem Yahyaoui, chercheur à l'Université Savoie Mont Blanc, intitulée « *Vulnérabilité psychologique et processus d'influence à l'adolescence : les risques de radicalisation* ». Un psychologue, donc, qui vient parler de radicalisation aux professionnel-le-s concerné-e-s : des éducateurs, des professeurs, des travailleurs et travailleuses du social... Principalement des femmes, blanches pour la plupart.

Ce jour-là, des explosions ont fait des dizaines de mort-e-s à Bruxelles. Et à la tribune, on ne manque pas de nous rappeler, en introduction, à quel point le sujet est actuel et brûlant. Pourtant, la soirée manque de dynamisme, d'interactions, la salle ne réagit pas, certain-e-s baillent, d'autres piquent du nez. Est-ce que tout le monde est d'accord, « bien élevé » ou alors la fatigue l'emporte sur le reste ? Nous, on reste attentif-ve, malgré les poils qui se hérissent à l'écoute de certains sous-entendus, certains présupposés, d'un certain consensus général. Quand on parle des autres - jeunes fragiles, adolescent-e-s paumé-e-s, familles d'immigré-e-s, jeunesse des banlieues - ça cache toujours quelque chose...

C'est aussi à cette soirée qu'on a connu Jeanine Perraud (1), la chargée de mission « radicalisation » de la préfecture. C'est un peu tard qu'elle prendra la parole, devant une salle en train de se vider. On lui aurait bien posé quelques questions ensuite mais, pour ne rien vous cacher, on était un peu claqué-e, claqué-e et triste. Heureusement, on allait se revoir : une rencontre officielle au château, aux côtés de Perrine Serre, sous-préfète et directrice de cabinet du préfet, et sous les yeux de la chargée de com' de la préfecture. À vrai dire, on est un peu étonné-e qu'elles aient accepté de nous rencontrer. « *On s'est dit, ex-*

plique Perrine Serre, que dans l'article sur la perquisition [ndlr : « La chasse aux sorcières salafistes », dans le numéro 2 de Polenta!], il y avait des choses que, nous personnellement, on aurait aimées plus nuancées. Alors voilà, c'est pour ça qu'on a tenu à vous répondre ». Entendu ! On va donc essayer de jouer le jeu en donnant la parole, dans ce numéro, à la préfecture. Mais ne soyez pas dupes : c'est *Polenta!* à l'arbitrage (on a quand même à peu près respecté les temps de parole de chacune d'entre elles).

Radical, vous avez dit radical ?

Au cours de l'entretien, on a surtout parlé du travail de Jeanine Perraud, responsable du pôle « Préservation du pacte républicain », ainsi nommé « *parce qu'on le trouve beau et qu'on veut montrer que ce qu'on fait, ça va dans ce sens-là, du vivre-ensemble* ». Un travail qui consiste, pour la partie qui nous intéresse ici, à « *coordonner, faire la synthèse et le suivi des signalements locaux de radicalisation* ». Mais bon, comme le dit Perrine Serre, « *radicalisation, on peut en reparler, c'est très subjectif, hein...* ».

Polenta! - Ah oui, justement, ça veut dire quoi « radicalisation » ?

P. Serre - La première préoccupation est sécuritaire.

On veut empêcher que quelqu'un bascule dans la violence. Actuellement, il y a 606 Français, au dernier décompte, qui sont en Syrie ou en Irak. Une dizaine d'entre eux est arrivée à faire 140 morts à Paris. Alors, 606, ça va faire beaucoup quand ils vont revenir. Mais, une personne qui, par exemple, pratique un islam fondamental chez elle, ça ne nous regarde pas, c'est une pratique religieuse. Ce qui va nous inquiéter, c'est le basculement possible dans la violence.

Polenta! - À vous écouter, c'est quand même lié à des pratiques culturelles, non ?

P. Serre - C'est là qu'il y a un grand débat. Il peut y avoir une pratique religieuse qui va très très loin et basculer dans la radicalisation violente. Mais on a aussi beaucoup de cas, des jeunes par exemple, qui regardent des choses sur internet et qui n'ont aucune culture religieuse. Cependant, toutes ces personnes-là se revendiquent d'un islam. Nous, ce qui nous intéresse, c'est que les gens ne soient pas complètement paumés et fassent des choix en conscience.

Les signalements sont effectués par des institutions (associations, services de l'État...) ou par des particuliers via un numéro vert national ou une plateforme web. Chaque citoyen-ne est en effet invité-e à signaler les personnes qui leur paraîtraient suspectes. À ne pas confondre avec de la délation : la plupart du temps, il s'agit d'une mère, d'un-e cousin-e, d'un-e ami-e qui s'inquiète, trouvant ainsi un endroit où en parler. Lorsque *Polenta!* a appelé le numéro vert pour parler d'un voisin un peu louche (djellaba, longue barbe, femme voilée... de quoi inquiéter le quidam nourri à TF1), la personne au bout du fil a toutefois conseillé de faire attention aux points suivants : « *Est-ce qu'ils vivent paisiblement ? Est-ce qu'ils reçoivent du monde qui s'habille de la même façon ? Est-ce que vous avez essayé de discuter de leurs opinions par rapport aux attentats ?* ». Ça veut dire quoi, au fait, vivre paisiblement ? Et, sur les attentats, il y a un avis à avoir ?

Une fois le signalement effectué, la machine se met en branle. Le renseignement territorial enquête, croise les infos. On appelle le collège ou le lycée. On appelle des membres de la famille. On surveille. Comme l'explique Perrine Serre, « *s'il s'agit d'une radicalisation avérée, violente, qui a un lien avec une filière djihadiste ou avec quelqu'un qui a une fiche S, terroriste, connu, c'est le volet sécuritaire* » qui est concerné ; autrement dit, les forces de l'ordre, sous direction du préfet. « *Sinon, c'est le volet accompagnement* ».



Surveiller, aider et oublier ?

Pour « faire le tri » dans ces derniers cas, la préfecture a constitué une cellule d'accompagnement : les services du cabinet, le Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP), la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), l'Éducation nationale, le Conseil départemental, le délégué du préfet et l'Association de réinsertion sociale et d'aide aux victimes (Arsavi). Et plus s'il faut : « *Parfois ils nous donnent quelque chose auquel on n'avait pas pensé*, explique Perrine Serre, *c'est intéressant de confronter un peu les idées. C'est la seule chose positive dans cette histoire de radicalisation : on crée un réseau de personnes qui travaillent ensemble, qui se connaissent mieux pour échanger, y compris sur d'autres sujets* ».

Polenta! - Bon, mais comment on « fait le tri » en pratique ?

J. Perraud - On a une grille de lecture, un faisceau d'indices qui émane du niveau national, où on a repéré ce qu'on appelle des « indicateurs de basculement ».

Mais, un seul indicateur ne suffit pas en soi, il faut qu'il y en ait plusieurs qui soient croisés.

Polenta! - Et quels sont ces indicateurs ?

J. Perraud - Par exemple : se couper de sa famille, se couper de ses amis, on ne va plus aux spectacles, on se replie sur soi, on change d'habillement, on se laisse pousser la barbe... Bon, c'est pas un délit en soi, hein...

Un journaliste barbu - Ouf, me voilà rassuré...

P. Serre - On vous a dit que vous ne sortiriez peut-être pas d'ici...

Les personnes signalées se voient alors proposer un accompagnement : on fait attention à elles, ainsi qu'à leur entourage. En particulier, des crédits FIPD (Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance ; un joli fourre-tout qui donne des sous pour des caméras de vidéosurveillance, des équipements pour la police municipale et des projets socio-éducatifs concernant la délinquance, les violences faites aux femmes...) ont permis de financer le poste d'une psychologue à l'Arsavi depuis juin 2015. Au départ, cette dernière pensait recevoir directement les jeunes ainsi « repéré-e-s », mais c'est finalement auprès de leur famille qu'elle trouve une place de circonstance. Le plus souvent ce sont des mères, qui se sentent isolées et en proie à une grande culpabilité. Normal, non, vu ce qu'on déverse sur leurs enfants ? Son rôle : les accompagner, les écouter, les rassurer, notamment en leur expliquant les « mécanismes de radicalisation ». Ces « mécanismes d'embrigadement » sont en effet bien identifiés, et nous ont été finement expliqués par Abdesslem Yahyaoui : d'abord un sentiment de discrimination qui pousse à douter des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité ; puis un état de colère, voire de révolte, qui conduit à un état de résignation, de repli sur soi et de « décrochage social ». C'est à ce moment-là que les jeunes sont « à point », prêts à tomber dans la radicalisation, à sombrer dans les théories extrêmes, colportées par internet ou quelque individu malveillant.

Polenta! - Et que deviennent les signalements qui ont été écartés ou ceux dont le suivi s'est terminé ?

P. Serre - On les clôt.

J. Perraud - C'est classé, détruit.

Polenta! - Ça veut dire que ça n'existe plus ou c'est quelque chose qui va « peser » sur la personne pour le reste de sa vie et qui pourra être réutilisé ? Comment c'est encadré ?

P. Serre - Et bien, par exemple, il existe un fichier des personnes qui risquent de basculer et ces personnes-là ne sont pas dans ce fichier. On ne va pas les marquer à vie parce qu'une fois il y a une maman qui s'est inquiétée. L'idée c'est vraiment qu'on n'en parle plus. Si ce n'est que Jeanine le garde en sa mémoire, elle. On s'est dit qu'il fallait qu'il y ait une personne qui gère ça.

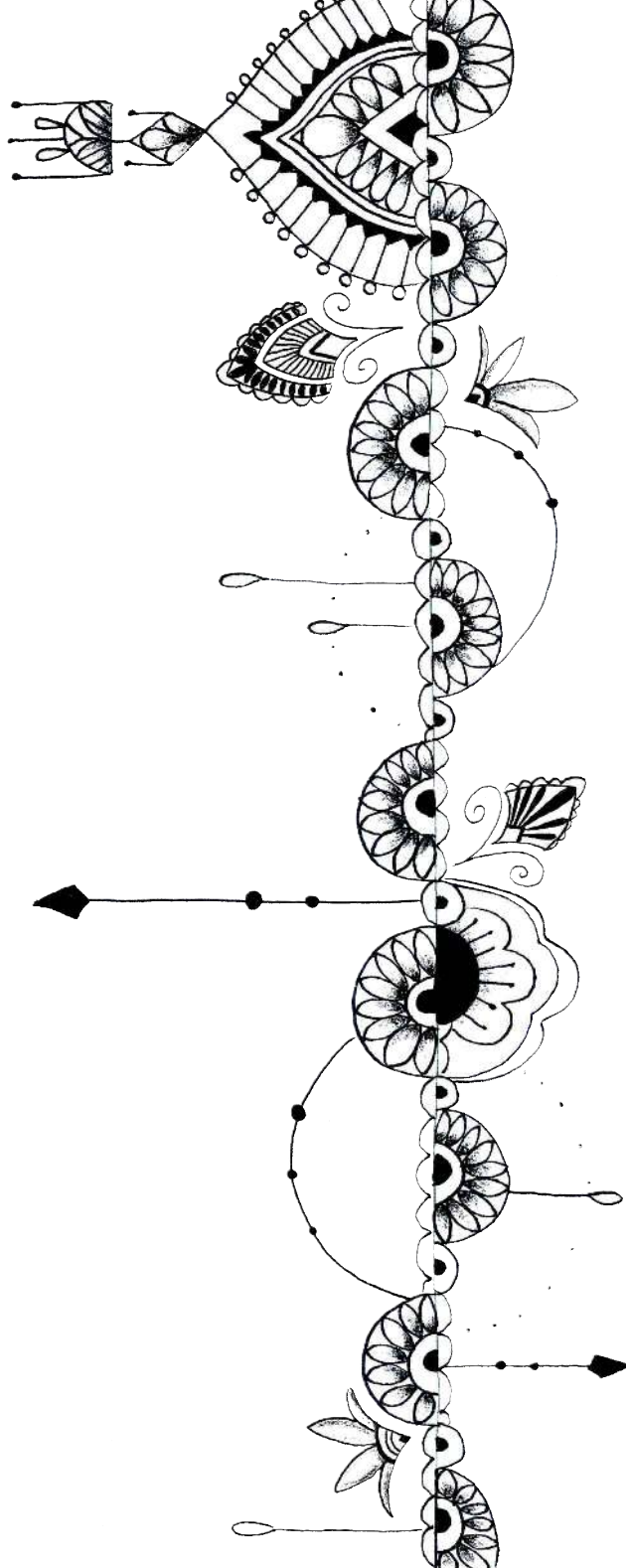
Polenta! - Et quand Jeanine est remplacée ?

P. Serre - Pour l'instant, elle n'est pas remplacée. Mais, c'est aussi pour ça qu'on travaille en équipe, pour conserver une mémoire.

J. Perraud - Voilà, je ne suis pas toute seule à travailler sur ça.

Polenta! - Ça pose tout de même des questions en termes de libertés individuelles, non ?

P. Serre - Nous, notre sujet c'est le basculement dans la violence. Et justement, on s'intéresse aux libertés parce que la première des libertés, c'est aussi la sécu-



rité de chacun. Après, pour l'instant, ça ne fait que deux ans qu'on travaille sur le sujet. Deux ans, c'est frais donc on n'a rien oublié pour le moment !

Polenta! - Si je comprends bien ce que vous expliquez, tout ça, c'est lié à votre bienveillance. Il n'y a pas d'encadrement législatif sur ce que vous faites ?

P. Serre - La seule chose c'est qu'il y a un fichier FSPRT (2) des personnes qui, euh... je ne sais plus, RT c'est pour risques terroristes, et celles-là, évidemment que...

Polenta! - Et si on n'est pas dans ces personnes-là ?

P. Serre - Ah beh alors, vous n'êtes pas dans un fichier.

Donc si on résume : pas dans un fichier, mais dans une mémoire alors !

L'individu : une entreprise collective

S'il y a quelque chose qui tient à cœur à Perrine Serre, c'est bien que tout le monde participe à la grande aventure de la sécurité nationale. Un autre axe de travail du pôle sus-cité consiste d'ailleurs à sensibiliser les différent-e-s acteur-trice-s socio-éducatif-ve-s du territoire. C'est ainsi que sont organisées des formations à destination des professionnel-le-s, espaces de dialogue pour ces acteur-trice-s de terrain faisant face, chaque jour, à des jeunes sur la « mauvaise pente » de la radicalisation. Comment les détecter ? Comment prévenir ces basculements ? Ces questions, légitimes, les inquiètent.

P. Serre - L'idée c'est que les gens soient assez avertis sur le sujet pour pouvoir s'en saisir. Nous, on donne un bagage, qu'il faudra actualiser au fur et à mesure et entretenir pour qu'après, eux s'organisent pour prendre en main tout ce qui est « détection ». S'ils sont un petit peu formés, ils détecteront plus rapidement des cas et les traiteront eux-mêmes. Ils mettront en place des actions de prévention. Au début, c'était un sujet très sécuritaire. Mais maintenant, on est à un

niveau où les acteurs socio-éducatifs veulent s'investir, proposer des choses. Nous, on a des initiatives, des financements. On essaye d'aider. Mais c'est vrai que c'est à eux d'aller de l'avant sur un certain nombre de sujets.

Le propos n'est pas de contester les inquiétudes des éducateurs et des professeurs. Qu'ils-elles s'inquiètent d'un-e jeune qui se pose des questions, qui semble ne pas aller bien, et qu'ils-elles cherchent à l'aider, tant mieux ! Le propos se situe plutôt au niveau de la méthode, et aussi de la réponse.

N'est-ce pas un choix que de voir seulement des jeunes « vulnérables », « en crise », « paumé-e-s » (« ado paumé-e », n'est-ce pas un peu redondant comme expression ?) ? Mettre le focus sur la « vulnérabilité psychologique » de « ces jeunes », c'est un choix politique ; le même qui oublie les situations sociales à l'origine de leurs remises en question, de leurs malaises. En évacuant d'emblée toute considération sociale, que choisit-on de rendre visible ? Un-e individu-e égaré-e, prisonnier-ère de sa faiblesse psychologique ?

Encore une fois, on ne cherche pas ici à incriminer les professeurs et les éducateurs qui prennent en charge ces personnes : ils font ce qu'ils-elles peuvent, avec ce qu'ils-elles sont, avec les outils à leur disposition, dans une société donnée. Mais on ne veut pas non plus oublier qu'ils-elles sont invité-e-s à le faire *d'une certaine façon*. Ce n'est pas pour rien que le ministère de l'Intérieur a pris le temps de rédiger un recueil de « bonnes pratiques » (3), qui oriente entre autres celles et ceux qui souhaitent obtenir des financements.

Le pacte républicain

Dans la même optique, les consignes et les conseils donnés par le ministère de l'Éducation nationale à ses agents permettent de comprendre ce qu'est « la bonne façon de faire ». Suite aux attaques du 13 novembre 2015, par exemple, de nombreux courriers ont encombré les boîtes mails des enseignant-e-s, enchaînant les recommandations sur les postures à tenir. Il s'agissait, entre autres, de donner la parole aux enfants, en utilisant des jeux coopératifs, des formes participatives, qui leur permettent d'exprimer leurs ressentis et leurs inquiétudes et, en même temps, d'apporter une « *compréhension complète* » des attentats, qui évite les polémiques, quitte à « *faire appel à la neutralité de l'École et à l'autorité de l'État pour permettre le vivre-ensemble* » ou « *à des formulations générales et simples, en référence aux valeurs fondamentales (le bien/le mal, le juste/l'injuste...)* » (4). Pour les professeurs consulté-e-s, toutes ces consignes ne sont qu'une opération de com', qui veulent montrer que le gouvernement prend les choses en main. « *Nous, ce qu'on leur dit avant tout, c'est qu'à l'école, ils ne risquent rien, nous confie l'une d'entre elles. Mais bon, après, on nous demande de faire des exercices d'intrusion et là, on a des enfants qui commencent à pleurer, à avoir peur. C'est un peu contradictoire tout ça* ».

Le tout nouvel enseignement moral et civique fait partie de ces opérations de com'. « *Ce qu'on nous demande, amener la tolérance, le respect de la différence... tout ça, c'est juste ce que j'essaie de faire au quotidien dans ma classe*, constate un enseignant. *Quant à utiliser la Marseillaise, à l'école primaire, ce serait vraiment un mauvais choix pédagogique* ». Dans le programme de cet enseignement, dans les diverses recommandations institutionnelles, dans les propos de Perrine Serre, on retrouve l'utilisation de mots fourre-tout, de concepts assez flous pour pouvoir dire un peu tout et son contraire ou se cacher derrière un soi-disant consensus : vivre-ensemble, bienveillance, liberté, égalité... Des mots qui sonnent bien, dont le saint Graal, surtout à l'école, reste la laïcité, à tel point que les valeurs de la République sont parfois transformées en « Liberté, Égalité, Laïcité » (5). Ce qu'est la laïcité reste bien sûr à la discrétion de l'interprète. Nicolas Cadène, qui, en tant que rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité, en connaît les contours, n'hésite pas à remplacer laïcité par neutralité : neutralités syndicale, politique, religieuse, philosophique (6).

Pour la préfecture, les choses sont claires :

P. Serre - Nous, c'est Liberté, Égalité, Fraternité. Notre objectif c'est l'intérêt général, c'est ce qu'on se rappelle en permanence.
J. Perraud - C'est ça, c'est ça.

Cette « neutralité », cet « intérêt général », tous ces termes proclamés tels quels renvoient cependant à des réalités politiques. Y a-t-il société plus tolérante que celle qui prétend à la neutralité et l'universalisme, qui prétend comprendre toutes les autres ? N'est-ce pas au nom de la laïcité, par exemple, qu'a été interdit le port du voile à l'école, donnant lieu à la loi « acceptable » du 15 mars 2004 interdisant « le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse ». Qui, derrière ce visage « correct », ne voit pas le voile qu'on dissimule ?

D'ailleurs, qui sera étonné-e que « le voile » resurgisse à la fin de la conférence du 22 mars ? Que d'inquiétudes à son égard ! Le voile, un symbole de radicalisation ? Non, c'est plus subtil que ça : le voile, une façon d'affirmer son identité, répondant à un manque, preuve d'une « vulnérabilité psychologique » ; le voile, donc, un premier pas vers la radicalisation ? Nicolas Cadène ne dit pas mieux, en prétendant que la loi du 15 mars 2004 « préserve les enfants de pressions qu'ils subiraient dans l'acquisition des bases du savoir, y compris par d'autres élèves, afin qu'ils puissent ensuite faire librement leurs choix ». Encore une fois, c'est considérer l'enfant, la-le jeune et par extension la personne en voie de radicalisation ou sur la « pente de la déviance », comme un-e individu-e *uniquement* manipulé-e, *uniquement* victime. Sauf, et c'est bien là que la logique s'écroule, lorsqu'il-elle agit « normale-ment », en conformité avec une normalité imposée, lorsque son comportement colle à ce qui est attendu de lui-elle.

Tou-te-s manipulé-e-s

Quand bien même on explique qu'affirmer son identité est une revendication de l'adolescence, il reste de bonnes et de mauvaises façons de le faire, des façons acceptables et d'autres sur lesquelles l'État se doit de prendre des mesures. La séparation est vite faite entre celles et ceux qui seraient capables de choix et les autres qui seraient manipulé-e-s, entre celles et ceux qui ont des idées, politiques ou philosophiques, et les autres qui sont embrigadé-e-s, sous influence.

Pourtant, si on s'en tient à la forme, que ce soit dans une vidéo de propagande de l'État islamique (EI) ou dans un clip de recrutement de l'Armée française (7), ce sont les mêmes techniques qui sont mises en œuvre pour appâter le-la jeune en quête de sens, et qu'Abdessalem Yahyaoui, Perrine Serre ou Dounia Bouzar (8) décrivent avec les mêmes mots : un univers de série télé ou de jeu vidéo, où le bien et le mal sont clairement identifiés ; des appels au courage, à la loyauté, à la responsabilité envers un collectif, une communauté, une patrie.

P. Serre - Pour les jeunes filles, il y a une phase d'accroche spécifique du genre : est-ce que tu veux faire de l'humanitaire, aller aider, etc. ? Il y a beaucoup de vidéos de propagande où c'est : « regarde, viens aider ces enfants ».

Alors, si l'EI manipule et joue sur la « vulnérabilité psychologique », que dire de l'Armée ? Que tou-te-s fassent usage des armes du marketing, n'est-ce pas de bonne guerre ?

Ce petit pas de recul critique, qui consiste à s'appliquer à soi-même ses analyses, n'est possible qu'à condition d'accepter le fait que l'on parle *nécessaire-*

ment depuis « quelque part ». Par exemple, le monde du social assistant à la conférence organisée par la Maison des Adolescents est étonnamment normé. Il est composé en grande majorité de femmes, blanches, et il partage, de fait, de nombreux pré-supposés, des implicites qui gagneraient à être dits : en quelques mots, une croyance certaine dans les valeurs de la République, dans la réalité d'une démocratie, la « nôtre », qui donnerait les mêmes chances à tous et à toutes. Si nous nous autorisions à questionner, ne serait-ce qu'un peu, ces pré-requis communément admis, cela éviterait peut-être ce regard surplombant sur « l'autre », réduit à une psychopathologie que « nous » comprenons. « Ils croient savoir ce dont ils parlent, mais en réalité ils ne savent pas », dira Abdessalem Yahyaoui à propos des discriminations que les jeunes disent ressentir.

Ce qu'il propose d'ailleurs pour les écarter du chemin de la radicalisation va dans le même sens : « il faut qu'ils s'affirment, par le travail, par le sérieux ; ils sont piégés par leur perception de la discrimination et c'est là-dessus qu'il faut travailler ». De quoi renvoyer la question des discriminations dans le champ de la prise en charge individuelle. Autrement dit, on ne nie pas l'existence des discriminations mais leur impact est traité directement avec les « victimes », pour qu'elles soient moins touchées, pour qu'elles les supportent mieux. Ne risque-t-on pas ainsi de placer au second rang, voire de rendre invisible, le nœud du problème : l'origine et le vécu de ces discriminations ? Dans une salle remplie en majorité de blanc-he-s, ne pourrait-on pas plutôt proposer de travailler sur ces implicites, sur la façon dont ils-elles établissent une normalité, ou pour parler clair : sur son propre racisme et ses propres privilèges ? N'oublions pas que de « moi » à « nous », jusqu'à « on » et « tout le monde », le pas est vite franchi...

Polenta! - Vous avez dit que la Savoie était, en rapport à sa population, plus touchée par le phénomène de radicalisation que d'autres départements. Vous avez une explication ?
P. Serre - Non, on ne sait pas, mais si vous avez la réponse, on est preneur. Vraiment, c'est un sujet qui doit être collectif, participatif. Il faut que chacun s'en saisisse au niveau population, parce que quand on n'a pas la bonne réponse ou qu'elle doit être en permanence ajustée, il faut en permanence des regards...

Et bien voilà, on espère que le regard de *Polenta!* aura été utile.

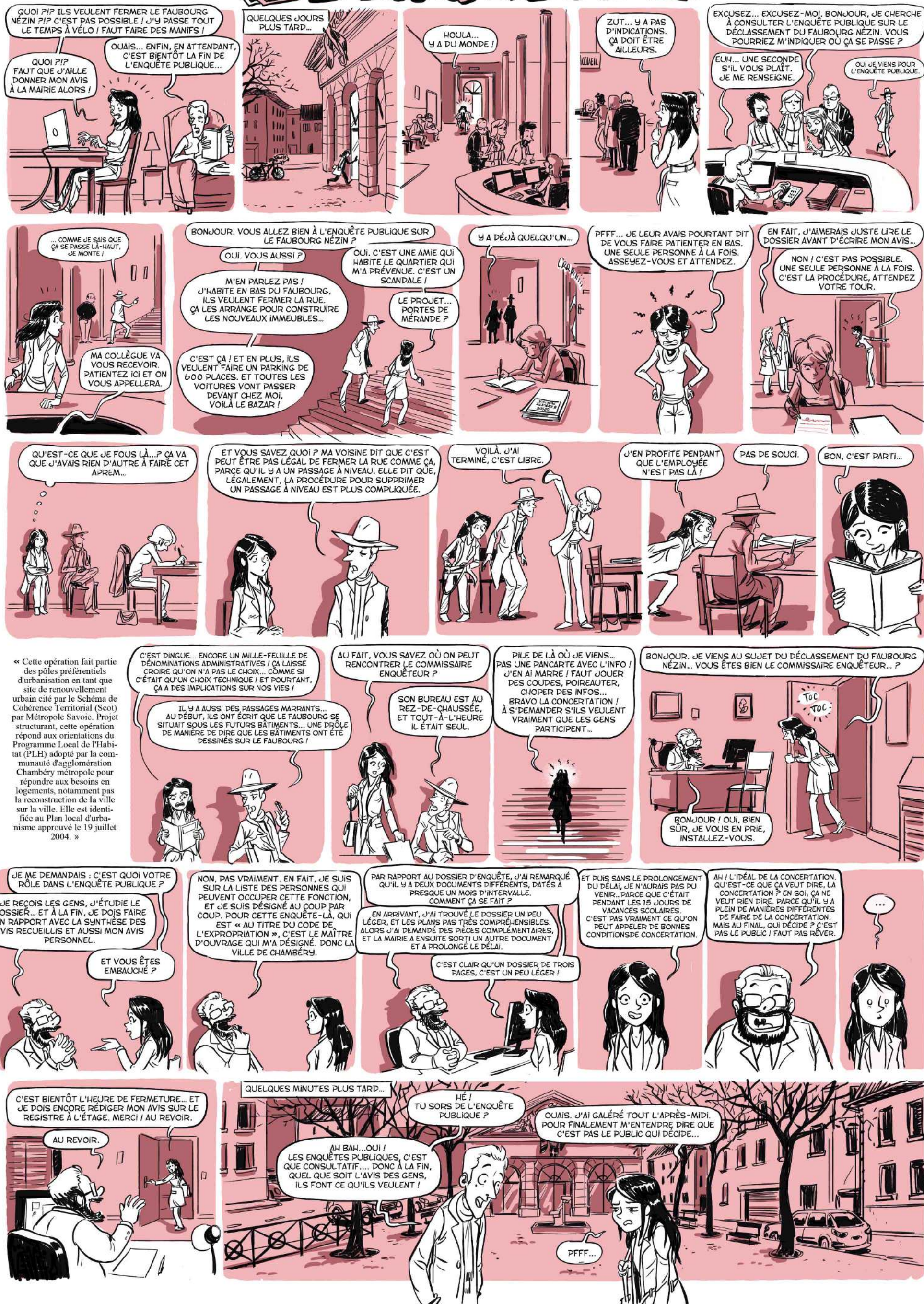
P. Serre - Ah oui, du coup on est content d'avoir pu vous parler.
Polenta! - Nous aussi. Si tout le monde est content, alors... c'est parfait.
J. Perraud - Quelle belle conclusion !

(1) Sur demande de la préfecture, le nom de la chargée de mission a été modifié.
(2) Le fichier de données personnelles FSPRT, créé puis modifié par des décrets de mars et octobre 2015, semble être le Fichier de traitement des signalés pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste.
(3) <http://www.interieur.gouv.fr/SGCIPD/Initiatives-locales/Bonnes-pratiques>
(4) <http://eduscol.education.fr/cid95370/savoir-accueillir-la-parole-des-eleves-apres-les-attentats-terroristes-en-ile-de-france.html>
(5) http://cache.media.education.gouv.fr/file/MEN_SPE_11/67/3/2015_programmes_cycles234_4_12_ok_508673.pdf ; page 59.
(6) Nicolas Cadène, La laïcité, liberté collective, organisatrice des libertés dans la cité. Conférence prononcée le 29 mars 2016 à Albertville.
(7) Au hasard, <https://www.recrutement.terre.defense.gouv.fr/regiments/1er-regiment-de-parachutistes-dinfanterie-de-marine>
(8) <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/decrypter>

« *Reconstruire la ville sur la ville* ». Tel est le mot d'ordre du projet « Portes de Mérande » porté par la Ville de Chambéry. Il s'agit d'une vaste opération de « re-qualification urbaine » comprenant 940 logements, 450m² de locaux professionnels et 940m² d'équipements publics. Et par conséquent : la fermeture à la circulation d'une rue (essentiellement utilisée par les piéton-ne-s et les cyclistes), celle du faubourg Nézin. C'est un peu par hasard, le 16 janvier dernier, au détour d'un article du Dauphiné Libéré, que les habitant-e-s ont découvert ce qui se tramait en bas de chez elles-eux. Quatre jours plus tard, l'enquête publique relative au « déclassement partiel du faubourg Nézin » est annoncée par la Mairie. Quelques pancartes officielles sont placardées dans la rue. L'enquête publique démarre ensuite le 8 février et s'achève le 7 mars. Entre temps, une pétition est lancée : elle récolte plus de 1 000 signatures. Au cours de l'enquête publique de nombreuses contributions sont déposées par les habitant-e-s et les usager-e-s de la rue pour exprimer leur désaccord sur l'utilité de ce projet. Pas moins de quatre registres sont remplis... et pourtant, pas si facile de participer à cette procédure de consultation.

Nota bene : à l'issue de cette enquête publique, le commissaire enquêteur a donné un avis défavorable au déclassement du faubourg Nézin, jugeant ce projet « *actuellement dénué de logique* ». Mais aucun doute que, d'une manière ou d'une autre, la Mairie poursuivra son objectif.

L'ENQUÊTE



Le mirage des îlots écologiques

Des cités radieuses, écologiques, parsemées de jardins florissants, égayées par des espaces de vie collectifs et ré-inventant les relations sociales urbaines : telle est la vision idyllique des écoquartiers. Dans l'agglomération, ils sortent de terre un à un, tel un effet de mode. À Barberaz, à Bassens, à Chambéry, à Cognin, à La Motte-Servolex, à La Ravoire, etc. Sauf qu'en pratique, la construction de ces écoquartiers laisse entrevoir une réalité dissonante des discours verdoyants des promoteurs.

Tous les jours, le même rituel. Sur ma bicyclette, je remonte la grande rue de Cognin pour rentrer chez moi. Enfin presque, car aujourd'hui, un ami m'accompagne, Alex. Faire ce trajet à deux c'est plus facile quand il faut jouer des coudes avec les automobilistes. C'est plus convivial aussi car on peut échanger quelques mots sur nos vies, sur la pluie et le beau temps. D'ailleurs, il est plutôt maussade cet après-midi. Cela ne nous empêche pas d'arriver, en quelques coups de pédales, au rond point des Pyramides. Et alors qu'on bifurque sur la piste cyclable direction Bissy, Alex m'interpelle :

- T'as vu le préfabriqué là-bas ?

Je pose pied à terre et me retourne.

- Ha oui, maintenant que tu le dis. C'est quoi ?

- C'est un espace de vente pour les nouveaux logements de l'écoquartier de Villeneuve. Je crois que c'est un promoteur immobilier qui construit et commercialise des appartements. Il y a plein de panneaux publicitaires un peu partout en ville, et je crois même que les travaux ont déjà commencé. On va y faire un tour ?

- Euh...

- Allez ! En se faisant passer pour des acheteurs, il y a plein d'informations intéressantes à recueillir... il suffit de dire que nous sommes en couple et que nous cherchons un logement. À tous les coups, ça va marcher ! Et puis... ça pourrait faire un super article pour Polenta !.

L'attractivité du territoire

Malgré quelques hésitations, je me laisse convaincre d'endosser à la hâte mon statut d'enquêteur-reporter es maïs. Alex s'empresse alors d'attacher sa bicyclette au lampadaire le plus proche, je fais de même. Nous voilà prêts. Un brin amusé, il me murmure à l'oreille : « Si ça se trouve, on va trouver l'appartement de nos rêves ! ». J'acquiesce d'un regard complice. Aussitôt la porte du préfabriqué franchie, une jeune femme nous accueille :

- Bonjour. Je peux vous renseigner ?

- On cherche à acheter un appartement dans l'aggloméra-

tion chambérienne, et on vient de voir votre espace de vente.

- D'accord...

- Peut-être que ce n'est pas le moment... on doit prendre un rendez-vous ?

- Non, non, on va regarder ça maintenant.

Frédérique travaille pour European Homes, l'un des promoteurs-constructeurs de l'écoquartier de Villeneuve. Elle semble un peu sceptique à notre requête : peut-être n'avons-nous pas l'allure des acheteurs types. Après quelques questions sur notre situation, la voilà rassurée d'entendre que nous avons des emplois stables et un gros héritage ; elle nous invite à nous installer dans un petit bureau pour poursuivre la discussion. Une table, trois chaises, une maquette de l'écoquartier, et une douce odeur de café. Frédérique vient de s'en faire couler un, elle nous en propose, nous déclinons. Dans une ambiance professionnelle et sympathique, Frédérique répond avec bienveillance à toutes nos interrogations, y compris les plus farfelues. Nous discutons ensemble de notre situation financière, de nos possibilités d'emprunt, de notre recherche d'appartement, etc. Puis, elle décide de nous détailler le phasage des travaux de l'écoquartier :

- Dans un premier temps, quatre bâtiments vont sortir de terre, ce sont les quatre qui sont là. Nous, on commercialise uniquement celui-ci et on est livrable en juin 2018. Les trois autres, c'est l'Opac et la Savoisienne.

- Ça représente combien de logements ?

- À peu près 40 dans chaque bâtiment.

- Ça fait 160 logements... et sur l'ensemble du quartier, il y en aura combien au final ?

- À terme, c'est 1 200 logements.

1 200 logements ce n'est pas rien. De quoi faire exploser le nombre d'habitants de la commune de Cognin. D'après les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), le nombre moyen d'occupants par résidence principale est de 2,26 personnes ; à Villeneuve, cela correspond donc à l'arrivée de plus de 2 700 personnes... alors que la ville ne compte actuellement que 5 919 habitants. Soit une augmentation de la population de plus de 45 %. En fait, la réalisation de l'écoquartier de Villeneuve dépasse de loin les seuls enjeux cognerauds

d'aménagement du territoire. Le secteur a en effet été identifié depuis plusieurs années comme « pôle préférentiel d'urbanisation » par le Schéma de cohérence territoriale (Scot) du syndicat mixte Métropole Savoie, puis dans le Programme local de l'habitat (PLH) de Chambéry métropole. Ces politiques publiques, relatives à l'aménagement du territoire, sont élaborées par les collectivités locales afin de prévoir et gérer la croissance urbaine. Sur le plan démographique, le Scot prévoit d'accueillir 45 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2020 ; sur le plan économique, il préconise de « miser sur le positionnement de Métropole Savoie au sein du Sillon Alpin », développer « les branches industrielles considérées comme porteuses » ou encore « promouvoir les fonctions métropolitaines de Chambéry ». Aucune mention d'un lien de cause à effet. Pourtant, les orientations de développement économique, en participant au rayonnement du territoire, ne favorisent-elles pas la croissance démographique ? Sans aucun doute. Alors, bien que présentée comme inéluctable, la croissance urbaine est aussi le fruit de ces politiques économiques locales.

Le bétonnage des champs

Retour avec Frédérique. Notre sympathique conseiller immobilier ne s'intéresse guère à ces considérations politiques. Quoi de plus normal, elle est ici pour vendre un appartement, pas pour nous informer des dessous des politiques locales. Elle reprend :

- En fait, Villeneuve, c'est un nouveau quartier qui sort de terre !

- Il y avait quoi avant ?

- Je ne pourrai pas vous dire, je ne suis jamais allée m'y balader... ah si, il y a un château, le château de Villeneuve.

Alex regarde la maquette :

- Et ici, c'était des champs ? C'était quoi ?

- Je crois que c'était des champs. Après, je ne travaille pas dans le foncier, ce n'est pas moi qui ai négocié l'achat des terrains, donc je ne peux pas vraiment vous dire ce qu'il y avait précisément avant. Mais, ce qui est sûr, c'est qu'aujourd'hui, on est sur des terrains nus.

- Il y a eu des destructions ?

- Non, non, pas de démolition.

En fait, ce que ne sait pas Frédérique, c'est que les constructions de l'écoquartier de Villeneuve se font au détriment de surfaces agricoles cultivées. Vingt-cinq hectares de terres particulièrement fertiles, situées



« Les constructions de l'écoquartier de Villeneuve se font au détriment de surfaces agricoles cultivées »

sur un plateau, ce qui est assez rare dans l'agglomération et, qui plus est, à proximité immédiate de Chambéry, donc idéals pour développer des circuits courts, réduire les transports, faire des économies et lutter contre le gaspillage en ces temps où tout le monde scande à tout va le retour à la production locale. D'ailleurs, trois paysans travaillaient encore ces terres jusqu'à peu, avant d'être priés d'aller voir ailleurs pour que les travaux de terrassement puissent commencer. « *Un mal nécessaire* », dit le commissaire-enquêteur dans son rapport à propos de l'enquête publique du printemps 2013. Ou alors, une certaine indifférence aux enjeux du monde agricole qui voit chaque jour les terres artificialisées au nom de l'attractivité du territoire. Pourtant, il faudra bien nourrir les citadins, toujours plus nombreux à vouloir manger des produits locaux.

Sur Métropole Savoie, la surface urbanisée a augmenté de 112 % entre les années 70 et 2000. En moyenne, 200 hectares d'espace agricole disparaissent ainsi chaque année, dans l'indifférence quasi-générale... alors même que le Scot affiche l'ambition de « *maîtriser la consommation foncière* ». Mais cet objectif est par essence incompatible avec la croissance urbaine : le territoire est limité. Résultat, l'urbanisation se fait principalement au détriment des terres agricoles et des paysans. Outre Villeneuve, les autres projets de construction de logements en cours dans l'agglomération chambérienne en sont un exemple saisissant : près de la moitié accaparent des espaces naturels. D'après le PLH de Chambéry métropole, les sites de renouvellement urbain ou de requalification des centres concernent 12 opérations sur 42 hectares de foncier, tandis que les sites d'extension urbaine concernent 13 opérations sur 55 hectares de foncier.

L'écoblanchiment du projet

Après s'être absentée quelques instants pour faire patienter d'autres curieux venus toquer au carreau, Frédérique est de retour dans le petit bureau. Elle poursuit sur le caractère écologique du futur quartier :

- Sur l'aspect écologique bien évidemment au niveau des normes d'isolation sur chaque appartement, sur chaque bâtiment, on va être sur la RT2012, je sais pas si cela vous parle ?

- Non, pas vraiment...

- C'est l'isolation du bâtiment, tout simplement. Aujourd'hui, le but c'est de ne pas avoir de déperdition d'énergie. Quand on met le chauffage, on n'a pas envie que la chaleur s'en aille.

Alex fait mine d'être déçu. C'est vrai qu'il n'y a là rien de particulièrement écologique, car cette réglementation – la RT2012 – est appliquée à toutes les constructions neuves depuis le 28 octobre 2011 en application de la loi Grenelle 1. En fait, il n'existe à ce jour aucune définition officielle d'un écoquartier, la dimension environnementale proclamée suffit bien souvent à justifier cette appellation. Au mieux, c'est un label – Villeneuve l'a obtenu en 2009 – décerné par le ministère de l'Écologie pour les projets d'aménagement urbain qui « *respectent les principes du développement durable tout en s'adaptant aux caractéristiques de leur territoire* ». De belles idées sur le papier, mais aucune exigence concrète.

À Cognin, outre la destruction de 25 hectares de terres agricoles, cela se traduit par le déplacement de plus de 550 larves de salamandre présentes sur le site, une espèce pourtant protégée. Par la destruction également d'une partie de la zone humide présente sur le périmètre de l'écoquartier, un type d'espace dont la

préservation est pourtant présentée par Chambéry métropole comme « *un enjeu majeur de l'aménagement du territoire* » car les marais, tourbières, mares, prairies inondables et autres forêts alluviales assurent « *des services essentiels pour l'homme : stockage d'eau douce, écrêtement des crues et soutien des débits d'étiage des cours d'eau, épuration des eaux, stockage du CO₂, réservoir de biodiversité, régulation thermique...* ». Sauf quand ces zones humides sont un obstacle à la réalisation d'une opération d'aménagement jugée plus importante par les pouvoirs publics. Dans ce cas, il existe le principe (magique) de compensation écologique : vous protégez un endroit pour en détruire un autre. Un outil idéal pour faire accepter un projet d'infrastructure controversé d'un point de vue environnemental. Comme à Villeneuve. Ici, pour compenser la zone humide détruite, Chambéry métropole prévoit la restauration et l'entretien de la zone humide du marais de Boige, à La Ravoire. Non loin du plateau éponyme, située sur la commune de Challes-les-Eaux, là-même où, en 2005, 12 hectares de terres agricoles ont été artificialisés pour construire la clinique privée Médipôle Savoie.

La fausse mixité sociale

Je regarde discrètement ma montre, il est 15h30. J'en profite également pour envoyer un texto à un ami avec qui j'avais rendez-vous, et qui doit maintenant s'impatience. Alex, lui, discute toujours avec Frédérique. Impossible de les arrêter : cela fait bien cinq minutes déjà qu'ils parlent de mixité sociale, « *l'un des objectifs des écoquartiers* » dit notre interlocutrice. Une question me taraude, je me lance :
- Cela veut dire qu'il y aura des logements sociaux ?
- Non, pas dans le bâtiment que nous commercialisons. Il y aura uniquement de l'accession à la propriété.
- Et dans les trois autres bâtiments ?
- L'Opac et la Savoisienne, c'est 50 % en accession à la propriété classique et 50 % en logements sociaux. Mais aujourd'hui, les logements sociaux ce n'est plus ce que c'était avant : on n'est plus uniquement sur des personnes à faible revenu, qui ne travaillent pas, et autres... Maintenant 80 % de la population y ont accès car les plafonds sont relativement hauts. Ensuite, si votre entreprise cotise au 1 % logement, cela marche aussi. Et enfin, il y a les appartements de fonction pour, peut-être, la gendarmerie, la Mairie, etc. L'appellation logement social aujourd'hui, ce sont ces trois entités là. Dans tous les écoquartiers vous allez retrouver cette mixité.

Silencieux tout au long de cet échange, Alex me coupe la parole. Je lui jette un regard mécontent, il n'y porte pas attention. Tandis que je grogne, il s'adresse à Frédérique :

- Et au niveau tarif ?

- En type 3, on va démarrer à 179 000 euros. Après, l'avantage que vous allez avoir sur cette opération-là, c'est qu'on est accessible en TVA 5,5. C'est-à-dire que vous allez aujourd'hui pouvoir accéder à un appartement et gagner 14,5 de TVA à la revente. Ça veut dire que votre logement, si vous le gardez, le jour où vous le revendez, vous avez déjà fait aujourd'hui une plus-value de 14,5.

- Parce que c'est un écoquartier ?

- Non, en fait c'est dans l'esprit des zones Anru, les zones pri-

oritaires d'aménagement pour l'habitation. On est à moins de 300m d'une zone Anru.

- Le Biollay ?

- Je ne sais pas, c'est possible... et donc on a le droit de commercialiser les logements en TVA 5,5 sous conditions de ressources, et sous un plafond de prix au m² à ne pas dépasser. Pour une personne, c'est 29 000 € à l'année, cela fait du plus de 2000 € par mois. Aujourd'hui, je ne connais pas énormément de gens... en tout cas ce n'est pas la majorité de la population.

- L'Anru, c'est...

- C'est pour inciter les personnes à acheter et favoriser... Si on crée des logements, il faut qu'il y ait une demande, il faut que ce soit acheté donc on essaie d'aider aussi un peu les personnes à acquérir les appartements.

Être à moins de 300m d'un quartier Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) pour profiter des exonérations de TVA, avec la perspective de faire une plus-value à la revente, voilà de quoi convaincre de futurs acheteurs – ou de potentiels investisseurs. Il n'est pourtant pas certain que ce soit les habitants des quartiers Anru qui en profitent vraiment : au mieux, cette accession à la propriété facilitera le départ des habitants les plus aisés des quartiers concernés. De même, pour ce qui est du logement social, avec ses larges conditions d'accès associées et ses loyers onéreux. Ainsi, les écoquartiers attirent et concentrent les classes supérieures, isolant du même coup les classes populaires dans des localisations périphériques. Ou dans les anciens quartiers, comme celui du Biollay, situé à deux pas de Villeneuve, mais symboliquement séparé par la rivière de l'Hyères, en contrebas de l'écoquartier.

L'appât de l'investissement locatif

Cela fait maintenant près d'une heure et quart que nous avons franchi la porte du préfabriqué avec Alex. Je commence à m'ennuyer, je m'impatiente et j'ai du mal à le cacher. Frédérique, toujours aussi courtoise, propose de mettre un terme à notre entrevue :

- Je vous laisse juste ce petit "chéquier-parrainage". Si vous avez des amis qui sont perdus comme vous, vous pouvez me les envoyer ! Et s'ils font un projet avec nous, que ce soit ici ou sur un autre site, on vous offre 800€, c'est toujours ça de gagné !

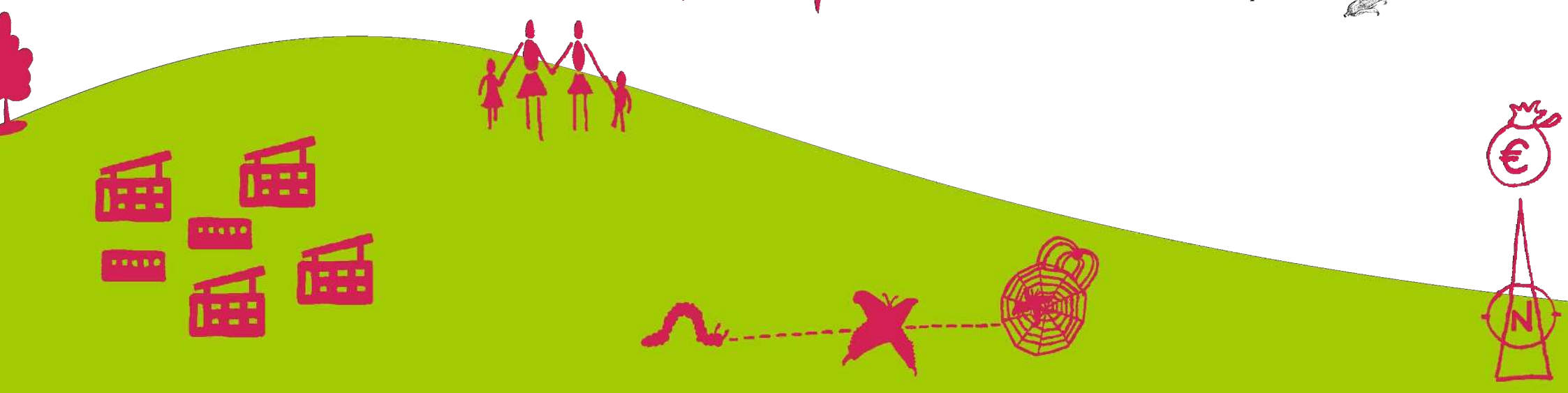
- Beaucoup de nos amis sont déjà sur d'autres projets d'habitation...

- S'ils ont de l'argent à placer, ils peuvent aussi venir me voir pour faire un investissement locatif. S'ils payent beaucoup d'impôts et qu'ils veulent défiscaliser, ça peut être intéressant.

- C'est-à-dire ?

- Quand vous investissez dans du neuf, vous pouvez mettre en location et défiscaliser le montant total de ce que vous achetez. Autrement dit, vous pouvez payer moins d'impôts car vous remboursez des intérêts à une banque et vous mettez votre appartement en location.

Sur le pas de la porte, nous glissons chacun un « merci, au revoir ». Quelques mètres plus loin, avant même d'avoir atteint les lampadaires où sont accrochées nos bicyclettes, Alex ne peut s'empêcher de commenter notre visite. Il en a des choses à dire, un brin remonté par ce qu'il vient d'entendre : « *On détruit des terres agricoles pour construire un écoquartier qui n'a pas grand chose d'écologique, si ce n'est les discours de com' pour les vendre. Et pour faire quoi au final ? De l'optimisation fiscale. C'est scandaleux !* ». Il continue son plaidoyer mais je ne l'écoute déjà plus, j'ai la tête ailleurs, bien loin de tout ça. De tous ces enjeux invisibles du projet d'écoquartier de Villeneuve que je viens d'entrepercevoir : du processus de gentrification verte qu'il induit et du cache-misère de la réalité d'un étalement urbain incontrôlé qu'il révèle.





Au doigt et à l'œil.

Installer des caméras dans l'espace public, c'est une dépense à la mode de chez nous. Dans l'agglomération, ceux qui en ont en rajoutent, les autres en installent ou y pensent. Tout le monde s'y met, tout le monde en demande. Alors, ces deux dernières semaines, on a lu des pages et des pages sur la vidéosurveillance. Oui, depuis la loi n°2011-267 du 14 mars 2011, on ne dit plus « *vidéosurveillance* » mais « *vidéoprotection* ». Un petit tour de passe-passe lexical qui en dit long : « Pourquoi vous nous surveillez ? », ça se posait bien comme question, alors que « Pourquoi vous nous protégez ? », c'est tout de suite plus compliqué...

C'est tout plein de bonne foi qu'on a appelé toutes les mairies du coin, qu'on les a rappelées encore et toujours, qu'on a laissé notre numéro à la moitié des policiers municipaux de l'agglomération pour qu'ils nous rappellent. Et ce sont toujours les mêmes discours qu'on nous a tenus.

- Alors, c'est pour nous protéger de quoi les caméras ?

- Et bien, c'est un peu comme partout, il y a des problèmes de sécurité : on a du trafic de drogue, des rodéos sur les parkings, des incivilités quoi...

C'est ce qu'ils nous ont dit à Bassens. À Saint-Jeoire-Prieuré, à peu près pareil... Les deux bourgades n'ont pas encore de caméras, mais on y pense, on en discute dans les couloirs, en informel. Mais au fait, c'est quoi une incivilité ?

À La-Motte-Servolex, les premières caméras, c'était en 2009. Au téléphone, ils étaient plutôt fiers de rappeler que dans l'agglomération ils sont « les pionniers en la matière ». Mais il faut savoir relativiser : c'est tout de même 15 ans après Levallois-Perret, les premiers en France ; et c'est sans parler de London City... Que ce soit le maire, Luc Berthoud, ou un des fonctionnaires de la Mairie, on a d'abord tout fait pour nous rassurer :

- Comment il fonctionne, ce système de « *vidéoprotection* » ?

- Déjà, il faut savoir que les caméras ne voient que l'espace public. Sur les parties privées, il y a une sorte de voile vert qui empêche de voir.

Ne pas s'inquiéter donc, les caméras ne regardent pas derrière les rideaux.

- Et on fait quoi des enregistrements ?

- Comme dans le reste de l'agglomération chambérienne, on ne regarde les enregistrements que s'il y a un dépôt de plainte et que la police les demande ; sinon, c'est systématiquement effacé après 15 jours. À La-Motte-Servolex, d'ailleurs, il n'y a que deux personnes qui ont accès aux enregistrements.

Attention, parce qu'à d'autres endroits, il y a déjà eu des abus : à Asnières, en 2004, le maire Manuel Aeschlimann s'était, par exemple, servi des caméras municipales pour découvrir l'identité des colleurs d'affiches sauvages de l'opposition !

Aux Marches, c'est une douzaine de caméras qu'ils ont installée depuis 2012. Autant qu'au Bourget-du-Lac, ainsi que l'avait promis la nouvelle municipalité. Il faut dire qu'aujourd'hui, comme nous l'aura rappelé la maire des Marches, Christine Carrel, que ce soit « à la campagne ou à la ville, on ne respecte plus rien, il y a sans cesse des dégradations ». D'où les cinq caméras au Lac Saint-André. « Moi, j'm'en fous, nous dira un petit baigneur, maintenant quand j'veux taguer les chiottes du lac, j'me masque en mettant mon t-shirt sur la tête. Ça demande un peu plus d'organisation mais ça se fait ». Un conseil toutefois, petit : si tu rentres en vélomoteur, il y a trois caméras au giratoire des Marches, alors cache aussi ta plaque quand tu t'enfuis à toute balle...

Humain distrait, machine myope

« Les caméras doivent à la fois dissuader les malfaiteurs potentiels d'agir et détecter les délits commis dans la zone surveillée. La vidéosurveillance est ainsi cet objet merveilleux qui s'il ne marche pas (dissuasion), fonctionne quand même (détection). Son efficacité se mesure d'ailleurs soit à une baisse du chiffre des faits constatés (dissuasion), soit à une hausse du même chiffre (détection). Autrement dit, il s'agit d'une technologie infallible. » (1)

Une question nous brûle les lèvres : comment est-ce qu'une caméra peut nous protéger ? Un bouclier, on voit bien, un policier, ça peut courir après les malfaiteurs, mais une caméra, à part enregistrer des images, qu'est-ce que ça peut faire ? Le policier municipal du Bourget-du-Lac nous a répondu :

- En fait, les caméras sont là avant tout pour dissuader. C'est pour cela qu'elles sont signalées par des panneaux.

L'idée est la suivante : se sentant surveillé, le délinquant n'osera pas délinquer. Et ça marche ? « Oui, évidemment ! » crient en cœur toutes les communes de l'agglomération. « Non, pas vraiment ! » avoue le Ministère de l'Intérieur britannique, qui n'a observé que peu d'influence sur la criminalité à Londres...

C'est vrai, au final, quel problème cela pose-t-il que d'être « vu » par une caméra ? Un problème moral ? La morale, ça marche peut-être sur les gens normaux, mais les délinquants, par définition, ils n'ont pas tellement de morale... Par contre, cela explique peut-être pourquoi les gens qui ne délinquent pas imaginent que ça marche.

« Bien que les chiffres soient faibles au regard du nombre de crimes et délits, les autorités municipales en font un argument pour montrer que l'outil sert à quelque chose. » (2)

Sinon, l'autre explication, ce serait que les délinquants aient peur d'être retrouvés grâce aux enregistrements. Mais, dans les faits, ce n'est pas si facile. Déjà, les images ne sont pas toujours bien nettes. Aux Marches par exemple, les caméras ne voient rien la nuit ou quand il pleut : au clair de lune, même pas besoin de se masquer, petit ! Ensuite, même si on voit le visage de la personne, il faut encore la retrouver : enverra-t-on des policiers partout dans les rues au cas où ils la voient ?

Il y a cependant un cas où ça marche bien, c'est pour retrouver les voitures. Le combo caméra + plaque d'immatriculation, c'est une équipe qui gagne (sauf si la voiture est volée, sauf si la plaque est fautive ou cachée, sauf s'il pleut...). Il y a même des systèmes qui sont déjà capables de lire les plaques, comme sur l'autoroute quand vous voyez votre numéro de plaque qui s'affiche pour vous dire : « Trop vite ! ».

La technologie a vraiment un avantage, c'est qu'elle ne peut que progresser. En plus, en France, on est bon là-dedans, profitons-en, « mobilis[ons ces technologies] pour imaginer des produits et des services satisfaisant nos besoins sécuritaires » (3). Ce dont on rêve d'ailleurs, c'est de caméras intelligentes qui puissent analyser les images comme des grandes : reconnaissance faciale, reconnaissance de comportements anormaux... et hop, quand un délinquant est reconnu, la caméra sonne l'alerte : « Joris Queurien, pick-pocket invétéré, vient de pénétrer dans le centre commercial. Chers visiteurs, prenez garde à vos sacs à main ! ».

Mais malheureusement, on n'en est pas là. Pour l'instant, le vrai problème avec les caméras, on vous le donne en mille : ça reste le facteur humain. Et oui, on a toujours besoin de quelqu'un pour visionner et analyser les enregistrements. Et ce facteur-là, peu de chance qu'il progresse. Prenez l'exemple de Chambéry qui veut passer à la surveillance active en installant un Centre de surveillance urbaine, c'est-à-dire en mettant des gens en direct derrière les caméras. On a l'impression que c'est marrant comme job, qu'on va épauler la police

sur le terrain en repérant les délinquants, du genre : là, un jeune reubeu en scooter, hop, je le retrouve sur la 26, hop, un petit zoom, hop, on fait tourner la caméra, on parie qu'il va nous faire une connerie celui-là, un délinquant, avec l'expérience, ça se reconnaît, non ? Mais en réalité, sur les caméras, on voit surtout des gens faire leurs emplettes et ce n'est pas le grand délire, du coup, on fait plutôt autre chose, on boit un café, on fume une clope, on est au téléphone, on papote... Bref, quand finalement quelque chose se passe, c'est simple, on le rate (4). Mais il y a une parade, c'est une idée qui vient du management : nommer un chef de salle, payé un peu plus, qui vérifie que les opérateurs bossent correctement. Et si le budget manque, c'est simple : installer une caméra pour surveiller les surveillants.

(Faire) aimer les caméras

Donc conclusion : pour l'instant, ça ne marche pas, mais on a bon espoir ! En attendant, ça reste important d'installer des caméras. D'abord parce qu'en tant que maire, on se doit de répondre aux demandes du peuple.

- Et que demande le peuple ?

- La première chose, c'est de lutter contre le sentiment d'insécurité.

Car le peuple a peur et on sait bien de quoi, il suffit de voir tout ce qui arrive à la télé.

- C'est sûr, ce qu'il faudrait, ce serait d'abord d'arrêter de leur faire peur et tout ça mais ça, en tant que maire, je n'y peux pas grand-chose. Alors je mets des caméras, ça rassure les gens. Parce que si je n'en mets pas, qu'est-ce qu'il se passe ? Les gens votent pour quelqu'un d'autre.

C'est ce que nous dira un maire honnête. Mais le problème, c'est le cercle vicieux : quand on voit une caméra, on se dit qu'il y a des risques dans le coin, un peu comme quand on voit un militaire stationné dans une rue avec sa mitrailleuse, et résultat : le sentiment d'insécurité revient. Ce qui est derrière cette remarque – et ce sera la pause philosophique – ce que ce que veulent les gens, ce ne sont pas des espaces *sécurisés* mais des espaces *sécurisants*, des espaces où ils se sentent bien. Or, la seule façon de se sentir bien quand on a un regard constamment fixé sur soi, c'est de l'oublier, c'est de l'intégrer.

Et ça, c'est une autre raison pour installer des caméras : il faut que les gens s'y habituent. Vous imaginez si, soudainement, on avait un système parfait qui surveillerait tout ce qu'on fait et nous reconnaîtrait à tous les coups, ça risquerait de faire un peu grincer des dents au niveau libertés individuelles. Tout est une histoire d'acceptation. Mieux vaut donc y aller petit à petit. Par exemple, s'il n'y avait pas 20 caméras mais 20 flics 24/24 dans le centre de La Ravoire, on aurait un peu l'impression de vivre dans un régime fasciste ou une bonne vieille dictature militaire d'Amérique latine. Alors que là, 77 % des Ravoiriens sont d'accord pour en avoir 32 de plus. Enfin, 77 % des 790 qui sont allés donner leur avis sur la question en février dernier, sur les 8500 habitants de la ville. Un vote qui aurait dû être ouvert aux enfants, parce que la technologie, c'est dès tout petit qu'on apprend qu'elle veut notre bien : Prenons-nous en aux enfants, dès la maternelle ! C'est ce que préconise le Livre bleu sus-cité :

« La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles. Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie. Elles

devront être accompagnées d'un effort de convivialité par une reconnaissance de la personne et par l'apport de fonctionnalités attrayantes :

- Éducation dès l'école maternelle, les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents ou leurs représentants s'identifieront pour aller chercher les enfants.

$$(\dots)$$

La même approche ne peut pas être prise pour faire accepter les technologies de surveillance et de contrôle, il faudra probablement recourir à la persuasion et à la réglementation en démontrant l'apport de ces technologies à la sérénité des populations et en minimisant la gêne occasionnée. »

Le doigt de Dieu

Alors, les caméras, ça nous protège ? Ou plutôt ça protège qui ? Aux États-Unis, pour calmer les émeutes qui ont fait suite au meurtre de Michael Brown par un policier en août 2014, Obama a proposé d'équiper les forces de l'ordre de caméras. Un joli pansement censé mettre fin aux traumatismes des violences policières. Qui aurait pu y croire alors qu'un mois avant, Eric Garner mourait étranglé par un policier à New York, que des passants filmaient et que le flic le savait ? Malgré la vidéo accablante, visionnée par des millions d'utilisateurs sur Youtube, le seul inculpé dans l'affaire a été... le passant qui a filmé l'altercation avec son téléphone.

Les images ne disent rien tant que personne ne les regarde. Des caméras perchées sur les épaules de la police, ce sont surtout des caméras en plus braquées sur l'extérieur. À ne pas oublier : une fois les caméras posées, on ne les enlèvera pas, ni de la rue, ni de nos têtes. Une fois là, elles y resteront. Mais un outil n'est pas neutre, il dépend de ceux qui l'utilisent et des lois qui contraignent son utilisation. C'est tout de suite qu'il faut en considérer les possibles. Ne pas penser au pire, mais surveiller nos transformations.

Les caméras, un œil braqué sans cesse sur la tempe, vraiment, ça nous protège ? Ils nous ont déjà fait le coup avec Dieu. Dieu te surveille, Dieu te protège. Mais

Dieu est mort,

Dieu seul ne nous regarde plus,

Dieu seul ne nous regarde plus,
l'Humain ne se regarde toujours pas, mais il est regardé.

Mort de dieu, naissance de l'Humain, mort de l'Humain, mort de l'Humain.

Ô Machine !

(1) Noé Le Blanc, « Le bel avenir de la vidéosurveillance de voie publique ». *Mouvements*, vol. 62, n°2, 2010.

(2) Anne-Cécile Douillet, Laurence Dumoulin et Séverine Germain. « Un dispositif sociotechnique à la loupe : le développement de la vidéosurveillance dans trois villes françaises ». *Quaderni*, vol. 74, Hiver 2010-2011.

(3) Livre bleu des grands programmes structurants des industries électroniques et numériques, Juillet 2004. Disponible sur http://bigbrother-awards.eu.org/IMG/pdf/Livre_bleu.pdf.

(4) On pourra consulter Tanguy Le Goff, « Dans les "couloirs" du métier d'opérateur de vidéosurveillance ». *Criminologie*, vol. 46, n° 2, 2013.

L'important ce n'est pas de savoir si ça marche, l'important c'est de savoir ce que ça crée dans nos têtes, dans nos analyses et nos habitudes, dans nos croyances, nos manières de faire et de penser, dans nos corps.

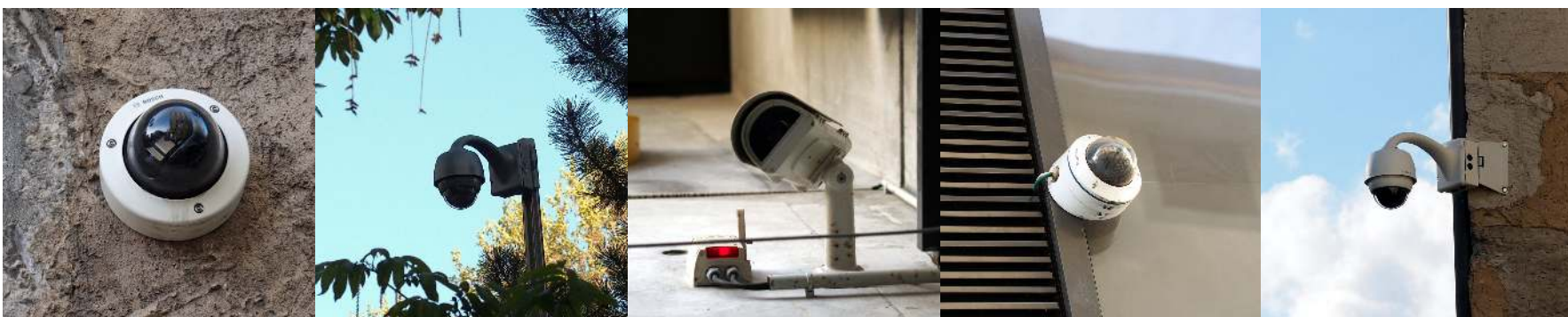
Ah, ces villes modernes où on ne connaît personne, mais où on est connu de tous. L'impression d'être anonyme au milieu de la foule alors qu'on est partout observé. Un espace public ressemblant à l'espace de la toile : anonyme mais reconnu *s'il faut*. Par une adresse, un numéro, un signe particulier, un petit quelque chose. Peu importe, je poste sur *mon* twitter, je livre des bouts de moi sur *ma* page facebook.

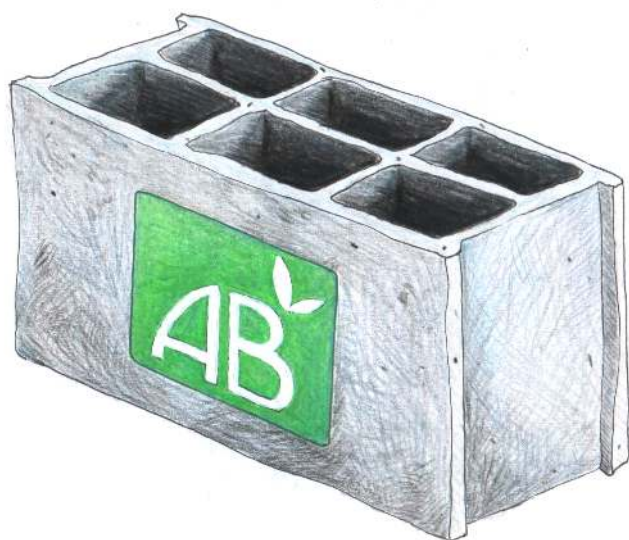
Espace privé ou espace public ? Espace de liberté, espace neutre ou espace normé, espace où s'exprimer ou espace contraint ? Espace gruyère. Notre tête, nos corps sont troués comme des gruyères.

Restent les interstices, lieux où l'amour et la violence font rage. L'autre du lit pour les amoureux, pour les viols conjugaux. Dans de plus infimes interstices, les corps compressés. La pression, toujours plus de pression, insupportable mais que l'on porte malgré tout, prête à se déchaîner une fois échappée. Le sang maintenu sous le regard public et le sang explosant dans les recoins, entre nos propres murs, les derniers. Si ce n'est quelques fous qui se brûlent encore sur la place publique, qui parlent pour le reste.

C'est comme ça que ça marche. C'est comme ça qu'on marche.

Nous humains, nous animaux, nous foutus êtres vivants, ne sommes pas encore foutus, ne sommes pas encore neutres.





VETROTEX ÉCO-WASCHING

Mercredi 9 mars 2016, dans l'amphithéâtre de l'université Savoie Mont Blanc, première réunion publique de « concertation » sur le projet d'écoquartier de Vetrotex, organisée par la Ville de Chambéry. Un projet écologique sur cette ancienne friche industrielle ? Il a notamment été question de développer ce quartier d'habitat en lien avec les quartiers d'affaire Grand Verger et Cassine, d'y introduire de nouvelles technologies de l'information et de la communication, et d'y construire deux parkings (en plus des places de stationnement comprises avec les logements) comprenant au total entre 650 et 850 places. Invoquer le concept d'« écoquartier » pour aménager un quartier pour hommes d'affaires avec des écrans et des voitures, c'est sans aucun doute aussi « écologique » que de détruire des terres agricoles (voir p.8-9). Et ce n'est que le début. Les 2 et 16 juin 2016, la Ville de Chambéry organise des « ateliers participatifs afin d'associer la population et les acteurs locaux à la conception du quartier ». Ces réunions en comité restreint (20-25 personnes maximum) seront une bonne occasion pour la Ville de Chambéry de déployer la bien connue stratégie d'acceptabilité sociale : solliciter les citoyens sur les petits détails, alors que les décisions majeures sont tenues hors de leur portée. Car peut-être que les chambériens auraient eu leur mot à dire en amont, sur la destination de l'ancienne friche Vetrotex, tout comme sur le devenir des quartiers de la Cassine - et ses jardins familiaux - ou de Grand Verger - et ses locaux associatifs ? « La concertation va continuer », a déclaré Josiane Beaud (1^{ère} adjointe au maire de Chambéry) ; mais a-t-elle seulement réellement commencé ?

DES ŒUFS POUR BELLEVUE

Le 26 février dernier, Xavier Dullin a lancé en grande pompe son projet de téléphérique urbain à Chambéry. Prévu pour être opérationnel en 2019, ce transport par câble relierait la place Caffé, devant la préfecture, au haut du quartier Bellevue, à la hauteur du Chemin de Miremont. Si le projet se concrétise, il remplacera les 300 marches d'escalier actuelles... moyennant un investissement estimé à 12 millions d'euros. L'étude de faisabilité est en cours. Sauf, qu'à peine annoncé, ce projet est déjà critiqué par les habitants de Bellevue qui jugent, d'une part qu'il ne correspond pas vraiment à leurs usages et d'autre part qu'il ne s'agit pas d'une priorité dans la rénovation urbaine du quartier. C'est en substance ce que l'on a entendu lors de la réunion publique organisée le 4 mars par les élus. À noter que ce projet n'est pas financé par la ville de Chambéry, mais par l'agglomération. Le 24 mars, le bureau de Chambéry métropole a ainsi voté une première tranche de financement de 720 000 euros, ainsi qu'une demande de financement, auprès de l'État, de 600 000 euros. Une fois ce projet réalisé, Chambéry métropole envisage d'implanter un second téléphérique, cette fois-ci pour desservir Chambéry-le-Haut (voir *Polenta!* n°1).

PDU OR NOT PDU ?

Depuis quelques semaines, la Mairie de Chambéry a entrepris à grande vitesse les travaux relatifs à la modification du plan de circulation de la ville datant de 1977 : implantation de nouveaux abribus, abattements d'arbres, chantiers de voirie, suppression de pistes cyclables, etc. Idem du côté de Chambéry métropole où l'on procède à une « remise à plat » de la politique des déplacements dans l'agglomération... Tout cela, sans engager, officiellement, une révision du Plan de déplacement urbain (PDU), évitant ainsi la contraignante procédure de concertation associée prévue par le code de l'urbanisme. Josiane Beaud est catégorique sur le sujet. Mais la confusion est telle que tout le monde, notamment les journalistes, parle sans cesse de refonte du PDU pour qualifier les modifications en cours entreprises par la municipalité et l'agglomération sur le dossier transports et circulation (*Le Dauphiné*, 26/04/16). L'enjeu n'est pas que sémantique, il est de première importance. Et pour cause : s'il s'agit bien d'un nouveau PDU qui ne dit pas son nom (c'est-à-dire que la nouvelle réalité ne correspond plus aux orientations du précédent plan en vigueur depuis 2004), le défaut de concertation est un vice de procédure pouvant entraîner l'annulation des modifications en cours.

LA POLITIQUE DE LA TRONÇONNEUSE

En mai 2014, la Ville de Chambéry signait la Charte de l'arbre, avec un slogan accrocheur « un arbre = une valeur ». L'objectif des élus ? « Prendre en compte l'arbre dans ses dimensions vivante, patrimoniale, et spatio-temporelle dans le contexte du développement urbain ». Dans les faits, cette prise en compte se traduit depuis deux ans par l'abattage de plusieurs centaines d'arbres. D'abord à Chantemerle et sur les berges de la Leyse en 2015. Puis, à nouveau, au printemps 2016, en plein centre-ville. Début mai, la Mairie prévoit, sans concertation, de déraciner 27 arbres place de la Gare et quai du Jeu de Paume, afin de permettre les travaux nécessaires au nouveau plan de circulation de la ville. En seulement six jours, plus de 3 000 Chambériens signent une pétition pour les sauver, de nombreuses actions sont également organisées pour informer et mobiliser. Tandis que la préparation du chantier débute le 3 mai au matin, deux actions en justice (« référé suspension » à destination du tribunal administratif) sont engagées pour demander l'arrêt immédiat des travaux (annulation de l'arrêté municipal relatif), le temps du jugement qui devrait être rendu avant la fin du mois de mai sur la légalité des décisions administratives liées au projet. À la Mairie, on continue de passer en force. Le 7 mai au soir, un nouvel arrêté municipal est discrètement affiché : menace de poursuites judiciaires et d'amendes contre toute intrusion à moins de 20m du chantier, et toute intention d'y pénétrer. Rien que ça.

DES PARKINGS NUMÉRIQUES

Nouveauté printanière, il est maintenant possible de régler sa place de parking en quelques clics grâce à une application pour smartphone « Pay by phone » (qui récupère quelques centimes sur chaque transaction). Une fois inscrit au service, il faut simplement indiquer votre position et la durée de votre stationnement... durée par ailleurs modifiable à distance via son smartphone. En théorie, ce dispositif est censé faciliter le paiement du stationnement et lutter contre la fraude... sauf qu'en pratique, il y a un effet pervers : il incite les usagers, à distance à prolonger l'occupation de leur place de parking. Tout l'inverse des politiques publiques qui visent habituellement à favoriser la rotation des véhicules jugée indispensable dans le centre-ville.

AU PROFIT DU PRIVÉ ?

Depuis quelques semaines, les PV sur les pare-brises des voitures à Chambéry, c'est fini. Maintenant, les amendes de stationnement se mettent au numérique. Plus de papier à remplir, une seule photo suffit pour que l'amende arrive dans les boîtes aux lettres des automobilistes contrevenants. L'intérêt de ce gadget électronique pour la Mairie ? Augmenter la productivité des Agents de surveillance de la voie publique (ASVP). Ces derniers mettent en effet désormais moins de temps à établir les contraventions. Ils peuvent donc mettre plus d'amendes sur leur temps de travail, et ainsi augmenter leur productivité. Faire travailler plus les ASVP, pour motiver les usagers à payer, pour augmenter les recettes du stationnement qui iront bientôt... à un délégataire privé (voir p.2). Que du bonheur !

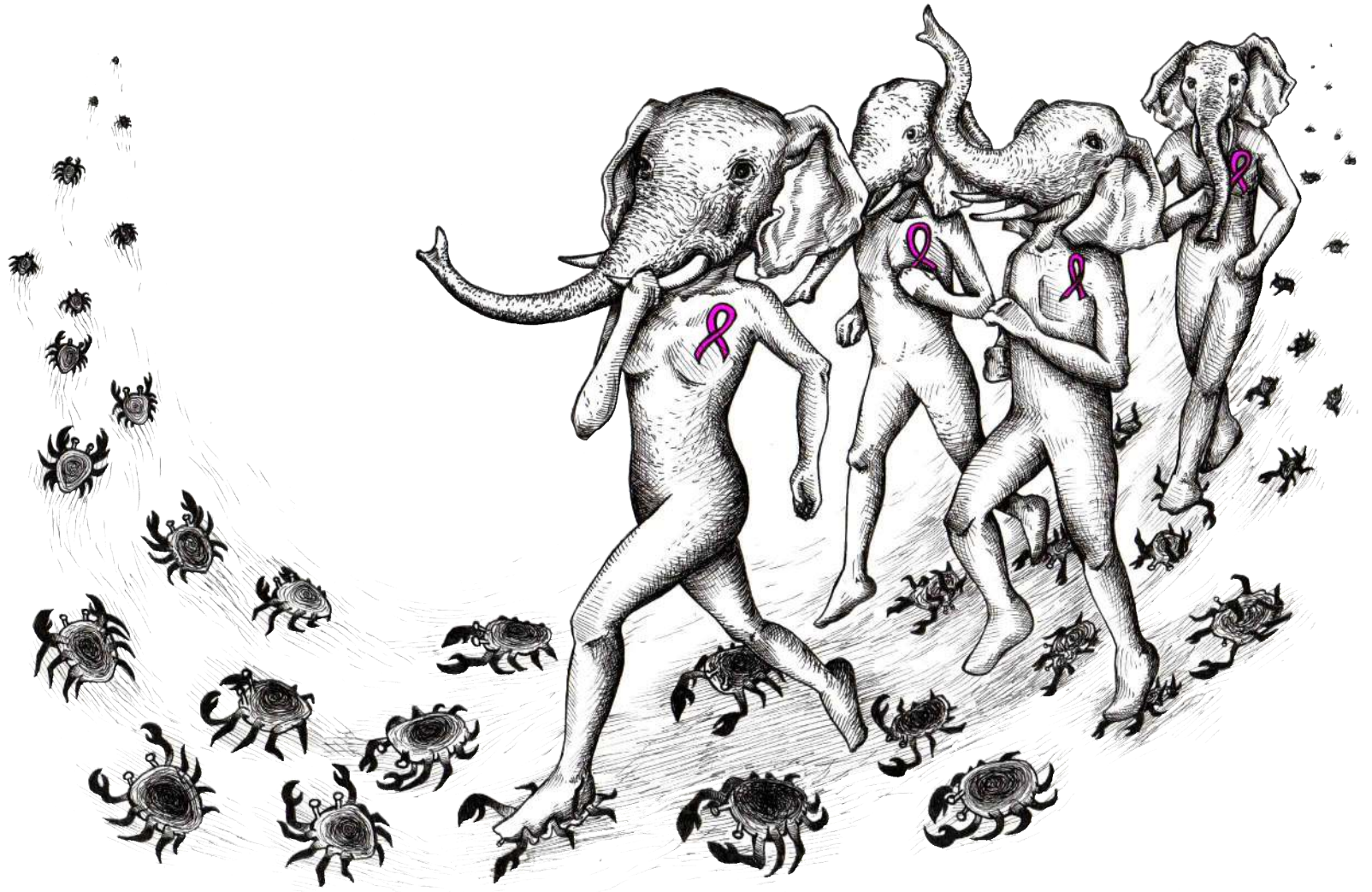
PASSAGE EN FORCE DE L'ÉTAT

En application de la loi Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), le préfet de Savoie, Denis Labbé, veut obliger Chambéry métropole (plus de 125 000 habitants) à absorber la communauté de communes des Bauges (environ 5 000 habitants) au 1er janvier prochain. Un mariage forcé que les élus des deux collectivités refusent d'une même voix, dénonçant un « déni de démocratie de l'État » (*Dauphiné Libéré*, 24/03/16). Pour une fois on est d'accord avec Xavier Dullin : il est stupide de vouloir faire cohabiter les intérêts d'un Parc naturel régional et ceux d'une métropole voulant prendre part à la compétition mondiale. Dans les Bauges, les habitants ne s'y trompent pas : une pétition réclamant une concertation a déjà récolté plus de 4 000 signatures. Et dire qu'il y a moins d'un an, un certain François Hollande, de passage au Châtelard, déclarait à propos de cette fusion des intercommunalités : « C'est vous qui décidez. C'est votre responsabilité. Est-ce que vous restez dans la structure que vous avez jusqu'à présent ou est-ce que vous en prenez une autre ? C'est vous qui déciderez et vous ne pourrez pas vous exonérer ensuite pour dire que c'était la loi ou que ce n'était pas la loi ». Encore une promesse non tenue.



Tout de rose vêtue·e·s

Entre collègues, en famille ou entre ami·e·s, près de 10 000 personnes sont attendues dans les rues de Chambéry le 21 mai prochain pour l'étape locale de la course Odyssea. C'est alors toute la ville qui sera parée de rose, couleur de la lutte contre le cancer du sein. Or, derrière cette mobilisation populaire d'apparence séduisante, se cache une réalité plus complexe : participer à Odyssea, ce n'est pas que courir « pour la bonne cause ». Décryptage.



Calquée sur la « Course pour la guérison » (Race for the Cure) américaine, Odyssea est une course organisée dans plusieurs villes françaises par l'association du même nom. Un grand « événement social et sportif » autour du ruban rose (couleur de la femme et de la féminité, d'après Wikipédia), dont les bénéfices reviennent à la recherche contre le cancer du sein. En tout cas, c'est ce qu'on nous raconte...

À qui profite Odyssea ?

Lors de l'édition chambérienne 2015 d'Odyssea, les 8 200 participant·e·s ont permis de collecter 88 000€. Une partie (20 000€) a été reversée au Centre hospitalier tandis qu'une autre (20 000€ aussi) était distribuée au Médipôle de Savoie, hôpital privé du bassin chambérien, pour la mise en place d'un soin de support (1), qui existe déjà au Centre hospitalier. Ainsi chaque chambérien·ne participant à Odyssea a concouru à l'essor d'un établissement de santé privé qui participe à l'accroissement des inégalités sociales de santé.

Autres bénéficiaires, des marques et des entreprises qui profitent de l'occasion pour se vêtir de rose. Tena, par exemple, et sa gamme de protège-slips Lights by TENA, qui, pour un paquet acheté, reversent 15 centimes à Odyssea (2). C'est ce qu'on appelle du *pinkwashing*, par analogie avec le *greenwashing* : on utilise la cause du cancer du sein pour améliorer les ventes d'un produit. Rien d'étonnant à cela : les campagnes en faveur de la lutte contre le cancer du sein ont toujours été le fruit d'une collaboration entre gouvernements et organismes à but non lucratif et lucratif.

En témoigne le mois de sensibilisation au cancer du sein, lancé dans les années 80 par l'American cancer society et la division pharmaceutique de l'entreprise chimique Imperial chemical industries, et rejointes depuis lors par des multinationales de la pharmacie et de la cosmétique, dont Estée Lauder est la plus

célèbre. À l'automne dernier, la Ville de Chambéry a d'ailleurs participé à cette manifestation internationale en illuminant ses monuments en rose tandis que Chambéry métropole proposait une soirée « Tempête de neige rose » à la patinoire de Buisson Rond, avec des cadeaux à la clé.

De quoi le rose est-il la couleur ?

Le Centre hospitalier de Chambéry s'est lui aussi mobilisé : via l'opération « Octobre Rose pour le dépistage du cancer du sein », il incitait les patientes de 50 à 74 ans à venir passer gratuitement une mammographie (3). De la sensibilisation et la prévention du cancer du sein à la promotion de son dépistage par mammographie, il n'y a qu'un pas rapidement franchi. Mais est-ce pertinent ? En pratique, cela conduit plus de 50 % des femmes à croire que la mammographie agit comme une sorte de vaccin et diminue voire prévient le risque de développer un cancer du sein (4) ; ce qui revient à penser que le port de la ceinture de sécurité en voiture prévient les accidents de la route. Pourtant, depuis plus de 10 ans, la pertinence d'un dépistage systématique, en termes de santé publique comme de bénéfice individuel, est manifestement remise en question (5).

Une analyse publiée en 2013 et menée par Cochrane, organisation à but non lucratif et indépendante de l'industrie pharmaceutique et biotechnologique, a permis de conclure que « si l'on considère que le dépistage réduit la mortalité par cancer du sein de 15% et que le surdiagnostic et le surtraitement s'élèvent à 30%, cela signifie que, pour 2 000 femmes invitées à participer à un dépistage au cours d'une période de 10 ans, un décès par cancer du sein sera évité et 10 femmes en bonne santé qui n'auraient pas été diagnostiquées si elles n'avaient pas participé au dépistage seront traitées inutilement. » (5).

Mais les pouvoirs publics s'entêtent. Dans le Plan Cancer 2014-2019 du gouvernement, un document de 152 pages fixant les grandes orientations politiques de la lutte contre le cancer et de l'amélioration des prises en

charge des malades, tout ce qui concerne le cancer du sein se rapporte au dépistage mammographique (6). Et s'il existe depuis 2004 en France un programme national généralisé de dépistage du cancer du sein, dont le coût a été estimé à 180 millions d'euros pour 2011 (7), il n'existe par contre aucun programme de ce type en terme de prévention. Pourtant, certains facteurs de risque du cancer du sein sont bien identifiés à ce jour (alcool, surpoids, inactivité physique, contraceptifs oraux etc.) et des mesures pourraient être prises pour informer la population de ces facteurs, tout autant que pour les maîtriser. Au final, dans la lutte contre le cancer du sein, l'accent est mis sur la mammographie, au détriment d'une véritable politique de prévention sur les risques en amont.

En (se) dépensant le 21 mai, coureur·se·s et donateurs·trices alimenteront cette déferlante rose. Puissent-ils-elles s'abreuver à d'autres sources d'informations sur le dépistage.



- (1) Odyssea – Chambéry. <http://www.odyssea.info/chambery/>
- (2) Dossier de presse 2014. <http://www.odyssea.info/>
- (3) Centre hospitalier Métropole Savoie. http://www.ch-metropole-savoie.fr/chc/p_26880/octobre-rose-pour-le-depistage-du-cancer-du-sein
- (4) Campergue R. No mammo? Enquête sur le dépistage du cancer du sein. Paris: Max Milo; 2011.
- (5) Gøtzsche PC, Jørgensen KJ. Screening for breast cancer with mammography. The Cochrane Collaboration, editor. Cochrane Database Syst. Rev., Chichester, UK: John Wiley & Sons, Ltd; 2013.
- (6) Plan cancer 2014-2019. Ministères des Affaires sociales et de la Santé et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; 2014.
- (7) La participation au dépistage du cancer du sein chez les femmes de 50 à 74 ans en France : Situation actuelle et perspectives d'évolution. Haute autorité de santé; 2011.

LE QUARTIER DE LA RONCE

C'EST UNE CÔTE QU'ABORDENT TOUJOURS AVEC UN REGARD PAR EN-DESSOUS, COMME CHARGÉ D'APPRÉHENSION, CEUX QUI PRATIQUENT L'EXERCICE PARFOIS FUNAMBULESQUE DE LA PÉDALÉE À TRAVERS LA CITÉ CHAMBÉRIENNE. DÉBOUCHANT DE LA RUE JEAN-PIERRE VEYRAT LA ROUTE S'INCLINE D'ABORD VERS LA DROITE FACE AUX JARDINS DE LA PRÉFECTURE PUIS SE CABRE INDÉNIABLEMENT SUR UNE CENTAINE DE MÈTRES AVANT UN CRUEL FAUX PLAT QUI, AU PAROXYSMES DU « À BOUT DE SOUFFLE », VIENT MOURIR AU PIED DE LA CROIX DES BRIGANDS. DIFFICILE D'IMAGINER QUE SUR CETTE « BOSSE » D'UN DEMI-KILOMÈTRE QUI DÉROULE AUJOURD'HUI SA LARGE LANGUE D'ASPHALTE IMPECCABLE ET ODIEUSE, S'ACCROCHAIT IL Y A ENCORE 50 ANS L'UN DES QUARTIERS LES PLUS EMBLÉMATIQUES ET POPULAIRES DE CHAMBÉRY. LE FAUBOURG MACHÉ, PUISQUE C'EST SON NOM, N'A PAS TOUJOURS ÉTÉ UNE DE CES VULGAIRES ARTÈRES SANS ÂME. IL A MÊME PARTICIPÉ, JADIS, AUX PRÉMICES DE LA CAPITALE SAVOYARDE.

À l'époque, la plaine chambérienne patage dans un marécage permanent arrosé par les caprices de la Leysse et de l'Albanne. Les troupes romaines, afin de garder sandales au sec et œil sur la vallée, investissent donc les hauteurs de la ville : au nord, le plateau calcaire du Lémenc et à l'opposé le promontoire constitué par la colline de Montjay et du haut Maché, qui s'impose d'emblée comme une voie de passage essentielle en filant sur Vienne par la montagne d'Aiguebelette. Maché devient donc naturellement un point stratégique d'entrée dans la ville. C'est pourquoi en 1232, quand Berlion de Savoie vendra la ville aux comtes de Savoie, il s'empressera de préciser qu'il se « réserve expressément le château et le quartier bâti au-dessous, quartier limité au Nord-ouest par l'Albanne. » Maché poussera donc à l'ombre et sous la protection d'un château indépendant de la Maison de Savoie. Et poussera bien. Une indépendance économique possible grâce à « la Voie Royale des Alpes » qui menait en Italie par Le Grand-Saint-Bernard. À l'époque, point de Lyon-Turin et il ne faut pas moins d'une semaine pour relier Lyon à Chambéry. Beaucoup de voyageurs, fatigués ou trouvant les portes de la cité chambérienne closes pour la nuit, se refont une santé dans les hostelleries, bars et brasseries de Maché. Dès lors, la grande voisine n'a de cesse de surveiller du coin de l'œil ce quartier qui ose s'émanciper en dehors de ses murs. Et les mœurs de la jeunesse matiéraude ne vont rien arranger.

Ève, pinard et baston

« Il y avait jadis à Maché une abbaye de Saint Valentin, témoigne ainsi le chanoine Perroud, emblématique curé de Maché, en 1948. *Il ne s'agit pas d'une abbaye au sens propre du mot mais d'une société de joyeux lurons qui ne demandaient qu'à s'amuser et à festoyer. Sans doute pour leur satisfaction personnelle, mais aussi pour le divertissement du public qui recherchait moins les distractions raffinées que les mascarades et les bouffonneries. Aussi ces abbayes s'appelaient-elles des abbayes de fous* ». Concrètement, les

joyeux lurons du Moyen Âge qui célébreront Saint Valentin et donc l'Amour, préparent un char orné de feuillage. Le matin de la vogue, on y fait monter une jeune fille, symbolisant l'Ève éternelle, donc légèrement vêtue. Puis le cortège s'ébranle, accompagné d'une nuée de jeunes gens et jeunes filles, à pied, à cheval, avec ou sans épée. On traverse ensuite Bissy où la jeunesse du quartier se joint au cortège pour recevoir des mains du prier un jeune coq, symbole masculin de la cérémonie, et surtout, beaucoup plus important, un énorme baril de vin... Le pinard aidant,

« La grande voisine n'a de cesse de surveiller du coin de l'œil ce quartier qui ose s'émanciper en dehors de ses murs »

on danse, on chante et on va exhiber le coq lors d'une promenade dans Chambéry. Puis la Ronce (symbole de Maché) va défier le Laurier (emblème du faubourg Montmélian). On pénètre chez l'ennemi par bravade, s'ensuivent bagarres, replis et ripostes... avant de rentrer triomphalement à Maché où le coq finira dans la casserole de celui qui, les yeux bandés, l'aura percé d'un coup de lance. Évidemment c'est peu dire que ces fêtes païennes déplaisent à la noblesse et au clergé de la cité ducale. Mais c'est à peine si le Sénat de Savoie et les autorités ecclésiastiques arriveront à faire abolir le terme « d'abbaye ». Pour le reste, les gens de Maché et Bissy allaient défendre pied à pied leurs vieilles traditions qui perdureraient.

En attendant Maché finit par rejoindre la cité mais il est toujours considéré comme un village dans la ville et continue à subir la pression chambérienne. Une surveillance qui tend parfois au harcèlement, comme en témoigne Gaston Bellet dans Histoire du Faubourg

Maché, document manuscrit de 1941 : « *Maché se passait très bien de la ville qui, trop souvent, ne se souvenait du quartier extérieur que pour y faire valoir ses droits, et y imposer des charges nouvelles. Les procès sont nombreux qui montrent que Maché avait à se défendre contre les prétentions de la cité qui voulait lui imposer ses impôts alors que le quartier ne bénéficiait pas des protections des murs d'enceintes* ». Le quartier n'a jamais oublié non plus les mesures d'exception prises contre lui au moment des grandes maladies afin, soi-disant, d'éviter les contagions. En 1640, c'est la déportation en masse des pestiférés de Maché dans les inqualifiables baraquements du Vernet. Et plus près de nous, au temps du choléra de 1857, les feux sur la place et l'isolement inutile du quartier qui laisseront 120 Matiérauds sur le carreau sur 132 victimes à Chambéry... Plus que jamais Maché se construit seule. « *L'indépendance économique et sociale, sinon administrative, le genre de vie, le contact journalier avec des populations de passage qui ont marqué le faubourg pendant 700 ans, ont eu leur influence sur le caractère des habitants* » relate encore Gaston Bellet. Maché, en effet, avait son église, son industrie, ses artisans, ses commerçants. Les Matiérauds apprirent ainsi, peu à peu, à vivre repliés et à ne compter que sur eux-mêmes. L'âme indépendante, éprise de liberté, du faubourg se forgea ainsi, toute grande ouverte à l'esprit de justice et aux sentiments de solidarité.

All by myself !

Pourtant, ce désir d'émancipation va prendre un sacré coup avec l'ouverture de la route de Lyon, lancée par Napoléon 1^{er}. La « Voie Royale » se détourne ainsi de Maché. La prospérité s'arrête d'un coup, le quartier va doucement sombrer dans le déclin et, ironie du sort, c'est désormais son grand rival, le faubourg Montmélian, qui va profiter du passage des voyageurs. « *Le 19^{ème} siècle marque incontestablement la paupérisation de Maché*, nous relate aujourd'hui Jacques Viout des Amis du Vieux Chambéry. *Les hôteliers cèdent*

la place aux ouvriers et aux petits artisans. On voit l'apparition de cordonniers, de couturiers, de ferrailleurs et de chiffonniers appelés "Paquiers", des gens qui vivaient très pauvrement avec leurs ateliers au rez-de-chaussée des maisons et l'habitat au-dessus. Et puis, comme l'Albanne débouchait à ciel ouvert dans le bas de Maché, des tanneries et des abattoirs vont s'installer aux alentours de la rue Sainte Barbe, ce qui aura des effets désastreux pour la salubrité publique puisque ces artisans vont utiliser cette eau stagnante comme véritable déchèterie ». Maché devient donc un quartier pauvre et populaire, en aspect tenu mais dont l'hygiène se dégrade. Et pour compenser cette vie rude la fraternité et l'entraide seront plus que jamais des valeurs essentielles aux Matériauds.

La République de Maché

Suite à la grande guerre de 14 qui a pris 71 de ses enfants, Maché, au diapason de tous les quartiers de France, a besoin de s'amuser. En 1921, le faubourg s'inspire alors de sa consœur de Montmartre et s'autoproclame « République libre ». Les autorités de cette république en carton-pâte, dédiée à l'humour et à la satire, sont constituées. Et puisque le Maché niche au bas de la très sérieuse Préfecture de Savoie, il y aura un (beaucoup moins sérieux) sous-préfet...

La « République de Maché... Faubourg célèbre, au peuple sympathique. Longue artère où circule un sang démocratique », comme le déclament les tous frais promus, se doit maintenant de perpétuer la tradition des grandes fêtes. La célébration doit être la digne héritière des vogues qui ont fait tressaillir le tout Chambéry bourgeois des lendemains de l'Annexion, réminiscence lointaine de l'antique procession de la Saint-Valentin et de ses bacchanales. Et elle le sera. En droite ligne avec la tradition des abbayes, on désigne d'abord la reine de Maché, élue exclusivement par... les femmes. L'occasion pour le président du comité des fêtes de la petite république, Joseph Perrier, d'égratigner la grande : « La République Française n'a pas encore accordé le droit de vote aux femmes, c'est la petite république de Maché qui donne l'exemple... » Et paf ! Drapeaux, oriflammes, guirlandes fleuries et cocardes ont pris d'assaut les façades des vieilles bâtisses. Le samedi 9 juillet au soir la fête débute par une retraite aux flambeaux formée par une fanfare de cinquante musiciens, entourée d'une profusion de porteurs de lampions et de lanternes vénitiennes, qui descendent triomphalement depuis la Croix des Brigands. Le lendemain, à partir de 7 heures 30, les courses se succèdent. Courses à pied, courses cyclistes de quarante kilomètres, courses d'enfants, entre la Croix des Brigands et l'église. Avant, à 11 heures, le début de la partie « officielle » pendant laquelle Maché tente une réconciliation avec le Laurier, par la voix de son « maire » : « Je me souviens qu'étant enfant, les rapports entre votre commune et la nôtre se bornaient à des lancers de pierres, jetées en quantité. Nous n'avons qu'un but aujourd'hui : vivre en harmonie, faire un seul bouquet de la ronce et du laurier... ». Puis, au son des Allobroges exécutés par l'harmonie, on s'ébranle en direction du café Tardy, pour le vermouth d'honneur et, bientôt, vers les tables de multiples terrasses improvisées, pour une pause déjeuner (bien arrosée). Dans l'après midi on fête la reine et ses dauphines autour d'un champagne d'honneur. Il est 7 heures du soir. Alors que dans la rue Sainte Barbe et la place Grenette les baraques foraines sont prises d'assaut, débutent, dans les clos Coux et Millard, les bals populaires qui, tard dans la nuit, parachèveront le succès de la vogue.

« Les autorités de la République de Maché n'ont plus qu'une démocratique obligation : celle de récidiver » conclut magistralement Jean-Olivier Viout (le frère de Jacques, surnommé), à la fin de son récit détaillé de l'événement dans Chambéry au fil d'un siècle : 1900-2000. Pourtant, malgré cette prédiction et l'ardeur de ces feux de joie le sort de Maché est déjà scellé.

« La République Française n'a pas encore accordé le droit de vote aux femmes, c'est la petite république de Maché qui donne l'exemple... »

Au mauvais tempo

Dans les années 30, Chambéry change de peau. L'heure est à « l'hygiénisation » comme le déclare théâtralement le ministre du logement Louis Loucheur lors de l'inauguration de Bellevue en 1931 : « il faut arracher les enfants de Chambéry aux taudis, à la maladie et à la mort ». Bellevue, tout comme Mérande peu après, tient les portes de ses immeubles flambant neufs grandes ouvertes pour accueillir les Matériauds. Alors, « Est-ce qu'il fallait détruire ce quartier ? se demande en substance le journaliste Jean Bertolino, enfant du Maché des années 40-50. Ce n'était pas non plus un faubourg de bicoques dégueulasses. Vous aviez des maisons des 17, 18 et 19ème siècles. Alors bien sûr c'était insalubre, mais les gens qui y habitaient louaient et n'avaient pas de fric, et les

« Maché devient donc un quartier pauvre et populaire, en aspect tenu mais dont l'hygiène se dégrade. Et pour compenser cette vie rude la fraternité et l'entraide seront plus que jamais des valeurs essentielles aux Matériauds »

ou d'ailleurs, nous regardaient un peu de travers, mais en même temps, ils nous craignaient. Parce que Maché, c'était un quartier d'hommes et de femmes modestes, travailleurs, et c'était de la fraternité. C'est pour cela que l'histoire de ce quartier a marqué les esprits ».

De Maché, aujourd'hui, il ne subsiste plus que le granit brut de la croix des Brigands, la fontaine des deux Bourneaux, étrange prêtresse de la féminité et des canalisations, crachant



propriétaires n'en avaient rien à faire, c'est pour ça que c'était insalubre. Ils préféraient les virer et récupérer l'argent parce que de toutes manières c'était des loyers très bas ». Surtout une question de tempo, d'après le Prix Albert Londres 1967. Et en l'occurrence, pour Maché, de mauvais tempo. « C'était la politique de l'époque, regrette-t-il 20 ans plus tard, on aurait assaini, asséché, et classé ce quartier incroyable. Et puis les vieux se disaient : si on allait à Bellevue, on serait peut-être mieux ? Pour la plupart des gens l'idée de quitter une maison où l'on se lavait encore dans le lavabo pour un logement avec salle de bains était extrêmement tentante... »

Des logements avec tout le confort moderne, mais dans lesquels il manquait l'essentiel : ce supplément d'âme. « Maché, c'était toute une histoire, reprend Jean Bertolino. Un mélange de population incroyable. Quand une nouvelle population arrivait en ville, elle se sédimentait sur les trois faubourgs, Maché, Montmélian et Reclus. Il y avait des Piémontais, des Mauriennais, des Italiens, des Grecs, des Nord-Africains. Aux beaux jours, tout le monde était dehors, assis sur des tabourets, à passer le temps en discussions à bâtons rompus. Pendant la guerre, si des gens avaient oublié d'acheter du pain, ils savaient qu'ils pouvaient frapper à la porte d'à côté. Peut-être que les gens du centre,

l'eau par sa poitrine, et son église Saint-Pierre-de-Maché qui sut accomplir le miracle de réconcilier, par la volonté d'un paroissien pas comme les autres, le charismatique Chanoine Perroud, ce peuple rouge avec le sacré. Quelques vieilles façades aussi, entre la place Maché et l'avenue des Bernardines, ont échappé à la politique de la terre brûlée. Le reste de Maché dort désormais sous une couche de gravats, de bitume ou de béton, d'un parking, d'un axe routier ou d'un hôpital à l'abandon. D'où parfois, on peut encore entendre l'âme d'un peuple enseveli murmurer cette devise, imprimée jadis sur la tête de La Ronce, le journal satirique du faubourg, et qui traduisait leur fierté et leur appartenance : « Il n'y a qu'un dieu, qu'une France, et qu'un Maché ».



Merci aux Amis du vieux Chambéry et au personnel de la Bibliothèque Municipale de Chambéry, de nous avoir aidé à ressusciter, l'espace d'un instant, la « République de Maché ».

Les mondes parallèles



Nuit debout

Une parcelle incandescente se détache d'un corps enflammé,
une étincelle jaillit du brasier.

Un énième raout contestataire, oui, mais encore ?
Une kermesse géante, et alors ?
De la poudre aux yeux. Sans doute.

Un éclat, vif, une nébuleuse surprenante :
il scintille dans les espaces disparates
d'une insurrection qui se fait attendre.

Chambéry, pelouse du parc du Verney,
point de départ d'un voyage discontinu.

Ouvrir des brèches et construire des ponts :
cartes postales des interstices du territoire.

Elles sont absentes, ils ne sont pas là.
Et pourtant.

1. La tête dans les étoiles

Chambéry, pelouse du parc du Verney. Des dizaines de personnes sont présentes, attroupement singulier. Accroupis, on les observe. Inhabituel, enfin presque. Bientôt un mois que cela dure, deux fois par semaine. Pendant des heures, elles parlent entre elles, d'elles-mêmes et des autres ; de ce qu'il faudrait faire pour changer le monde, pour prendre en main ce qui a jusqu'à maintenant toujours filé entre leurs doigts. La foule s'agite aujourd'hui encore. L'occupation de la semaine suivante se prépare activement. Il faut tout prévoir, ne rien oublier : « *Il nous faut du matériel ; des bambous, des palettes, des cordes et des bâches pour les infrastructures ; de quoi faire à manger et dormir aussi : qui peut amener quoi ?* ». Les réponses s'enchaînent. L'effervescence d'ici contraste avec la quiétude de là-bas. Autour de nous, des allées quasi-désertes et un monde invisible. Un autre monde, ni le nôtre, ni celui de la loi El Khomri. Le monde de la rue, tellement invisible qu'il a été délogé d'ici, sans un bruit.

3. Les pieds dans la boue

Mardi, changement de décor, l'esquisse d'un autre monde invisible. Deux urbains à bicyclette et des paysans. Une ferme, des vaches, un pick-up. La discussion s'engage, les clichés s'ébranlent : une étonnante proximité surgit. Philosophie de l'existence, rapports aux mondes pluriels. Le temps fustige l'espace. Se dévoiler, se mettre à nu. « *J'ai tout lâché pour ça ! C'est pas tous les jours facile mais ma vie a du sens maintenant* ». Être fier, le dire. Être paysan, c'est vouloir être libre, travailler avec la nature et au rythme des saisons. C'est aussi produire de la nourriture. Ici, dans ces lieux, sur ce territoire. Et sans lui, plus de paysage. Eux, nous ; les uns, les autres ; ensemble ? C'est possible. Trivialité des mondes. S'accrocher. Douze heures de travail par jour, y compris le dimanche. Les vacances ? Inexistantes. La reconnaissance ? Absente. Leur prolétarianisation se confirme ; l'autonomie n'est plus qu'un rêve. Une mise en dépendance invisible de leur savoir-faire. Des lois et des réglementations. Incohérentes souvent, absurdes parfois. De la colère, légitime. Sur le territoire, des incompréhensions plutôt que des convergences.

Nuit Debout.

Le lendemain,
de nouveau,
sur la pelouse du Verney.

Ils sont absents.
Ils ne se connaissent pas, ou très peu.
Ils sont invisibles, et pourtant.

Ces mondes parallèles, ils habitent le même territoire :
les espaces vécus des uns dissonent avec les espaces perçus des autres,
et inversement,
sans cesse.

Prisonniers des jeux de représentation du passé,
empêtrés dans un illusoire présent :
des brèches et des ponts pourtant si aisément accessibles.

Décentrer les images des mondes,
se re-positionner.

2. La laisse autour du cou

Le lendemain, une visite impromptue d'un vieil ami de ma coloc', la confrontation inévitable de ces deux mondes. Un dimanche après-midi, une cuisine, un atelier de confection de raviolis végétariens. Quelques mots échangés, un judicieux conseil prodigué - « *tu devrais mettre de la farine pour que la pâte ne colle pas sur la mâchoire* » et une recette réussie. Eux, nous ; les uns, les autres ; ensemble ? C'est possible. Trivialité des mondes. Se faire oublier, accepter la violence quotidienne, les souffrances, ne pas perdre sa place. Survivre. Se coucher tôt, pour se lever tôt. Une confiance : « *Qu'est ce que tu crois, il faut aller au boulot tous les matins* ». De très longues journées, faire la manche pour quelques euros. Être invisible pour se faire accepter. Début de semaine, un lundi matin ordinaire. Assis sur les pavés, il fait froid. Adossés au mur, on débute une partie d'échec. Et puis très vite, les mots des autres mondes, une violence insupportable. Les pas de côté pour nous éviter, les regards fuyants, la pitié, la condescendance, le mépris. Un chaleureux « *bonjour* », l'exception qui confirme la règle. Être traité de manière injuste, laisser sortir son agressivité ; se protéger, mettre des barrières à certains comportements. Être pacifiste, c'est aussi être dominé.

4. Le nez bouché

Mardi, encore. Toujours une bicyclette, des kilomètres parcourus. Une maison, des poules. Dans les orties, il s'agite. Intermittence. Aperçu d'un autre monde invisible, difformité d'un lieu connu. Et puis la rencontre : un café et un jus de fruit. In vraisemblables mots pour décrire une réalité. Son vécu, sa jeunesse, sa subjectivité. La noirceur d'une errance, la violence quotidienne, survivre. Dans la souffrance, la joie aussi. Vivre le stigmate, l'emprisonnement, les racismes. Fatalité, déterminisme social. « *Ce que j'aimais, c'était le dessin... et je me suis retrouvé là, gamin, sans autre choix que de m'adapter aux normes du quartier* ». Stupeur. Dissymétrie de nos existences, la violence d'une société. Trop souvent invisible, trop souvent niée. Eux, nous ; les uns, les autres ; ensemble ? C'est possible. Trivialité des mondes. S'enfuir ou rester ? Dissiper le désordre. Résister à l'ordre. Faire face au clientélisme, désillusion de la politique. Un second café, une soupe aux orties en préparation. Une lueur d'espoir, insaisissable, subversive. Le jour s'échappe, l'avenir se dessine.

